



# **CONTRAT DE CONCESSION SOUS FORME DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF A LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT**

## **AVENANT N°3**

---

### **Entre**

La Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas, dont le siège est situé 59, rue de Brest – 29800 LANDERNEAU, représenté par Monsieur Patrick LECLERC, son Président, dûment habilité par délibération du conseil de Communauté en date du 27 septembre 2019 ; ci-après désigné sous le terme « la Collectivité »,

### **Et**

La Société Publique Locale EAU DU PONANT, dont le siège est situé 210 Bd François Mitterrand – CS 30117 Guipavas - 29802 BREST cedex 9, représentée par Monsieur François CUILLANDRE, son Président, dûment autorisé à la signature des présentes ; ci-après désigné sous le terme « le Concessionnaire »,

Conjointement, « les parties »

## **Préambule**

La Collectivité a confié l'exploitation du service public de l'assainissement au Concessionnaire, dans le cadre d'un contrat de concession sous forme de délégation de service public (DSP) entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

## **Article 1<sup>er</sup> : objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet de modifier les règlements des services assainissement collectif et assainissement non collectif.

### **1.1 Règlement du service de l'assainissement collectif**

#### **Chapitre 1- Le service de l'assainissement collectif**

##### **Art. 1.1 Définition des différents types d'eaux usées**

Précision apportée : « La gestion des eaux pluviales n'est pas régie par le présent règlement. Les dispositions réglementaires de rejet et de raccordement sont à demander auprès de la collectivité compétente en la matière. »

##### **Art. 1.3 Les règles d'usage du service de l'assainissement collectif**

Précision apportée : « Vous ne devez pas notamment rejeter au réseau public :

- les déchets solides tels que ordures ménagères (dont lingettes)
- les rejets d'eaux claires parasites (captage de sources, drainage de nappes...) »

##### **Art. 1.7 Le traitement des réclamations**

Précision apportée : « En cas de réclamation, vous pouvez contacter le service-clientèle du concessionnaire. Dans le cas où le recours interne ne vous aurait pas donné satisfaction, vous pouvez vous adresser au Médiateur de l'Eau (informations et coordonnées disponibles sur [www.mediation-eau.fr](http://www.mediation-eau.fr)). »

#### **Chapitre 2 - La redevance d'assainissement**

##### **Art. 2.1 Conditions de mise en œuvre**

Instauration d'un forfait de 85 m3 pour la facturation de la redevance d'assainissement relative au rejet d'eaux usées issues d'une alimentation en eau totale ou partielle par un réseau privé/récupérateur d'eau de pluie/forage/puits

#### **Chapitre 3 - La facturation**

##### **Art. 3.3 Les modalités et délais de paiement**

Explications sur la facturation simplifiée

##### **Art. 3.5 Dégrèvement pour fuite d'eau sur la part assainissement de la facture d'eau**

Description des conditions d'écèlement simplifiées

##### **Art. 3.6 Le contentieux de la facturation**

Précision apportée : « En cas d'échec, le consommateur peut saisir, soit l'une des juridictions territorialement compétentes en vertu du code de la procédure civile, soit la juridiction du lieu où il demeurerait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable. »

## **Chapitre 4 – Le raccordement**

### **Art. 4.1 Le branchement**

Précisions apportées :

« L'ouvrage de raccordement, appartenant à la partie publique du branchement, fait partie du patrimoine public. »

« Le nombre de branchements à installer par propriété est fixé par le concessionnaire.

Sauf dérogation du concessionnaire, il faut à minima un branchement d'assainissement par branchement public d'eau potable. »

### **Art. 4.3 Les obligations de raccordement**

Précision apportée : « Le concessionnaire du service ne vous doit pas obligatoirement un raccordement gravitaire, celui-ci peut aussi se faire au moyen d'un dispositif privé de relevage. Un immeuble situé en contre-bas du réseau public d'assainissement qui le dessert est considéré comme raccordable. Conformément à l'article L.1331-4 du Code de santé publique, le dispositif de relevage des eaux usées nécessaire est à la charge exclusive du propriétaire de l'immeuble. »

### **Art. 4.3 Les obligations de raccordement (suite)**

Modification apportée : « Au terme du délai de deux ans, si vos installations privées ne sont toujours pas raccordées, une somme équivalente à la redevance d'assainissement majorée jusqu'à 400% est facturée »

La nouvelle version de cet article introduit les dispositions de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ces effets

-> Cas des immeubles difficilement raccordables

Précisions apportée : « Une exonération à l'obligation de raccordement, pourra être accordée lorsque le coût du raccordement (partie privative + partie publique) est supérieur au coût du dispositif d'assainissement non collectif et si, et seulement si, l'immeuble est équipé d'un dispositif d'assainissement non collectif aux normes en vigueur et en bon état de fonctionnement. L'exonération de raccordement pourra être prolongée tant que votre dispositif d'assainissement non collectif sera considéré conforme par le SPANC. »

## **Chapitre 5 – Vos installations privées**

### **Art. 5.1 Les caractéristiques**

L'article précise les modalités de protection contre le reflux des eaux usées :

« Les frais d'installation, l'entretien et les réparations sont à la charge exclusive du propriétaire »

« A l'occasion du raccordement de vos installations privées à la partie publique du branchement d'assainissement, vous devrez mettre hors d'état de servir ou de créer des nuisances, les installations d'assainissement non collectif préexistantes (dégraisseur, fosse septiques, filtres...). »

### **Art. 5.3 Contrôles de conformité**

Précisions apportées sur la portée du contrôle :

« Le contrôle a pour objet de vérifier que les points d'eaux usées ou les entrées d'eaux pluviales sont correctement raccordés aux réseaux publics d'assainissement et/ou aux réseaux publics d'eaux pluviales et que les dispositions du présent règlement sont respectées. »

-> Cas des immeubles et des ventes d'appartement(s)

« Dans le cas d'un immeuble, le contrôle de conformité concerne l'ensemble de l'immeuble et sera réalisé sur l'ensemble de l'installation privative quel que soit le nombre d'appartements concerné par la vente.

S'il le juge pertinent, à titre dérogatoire, le concessionnaire pourra ne pas contrôler la totalité des appartements mais uniquement un échantillon qu'il jugera suffisamment représentatif des installations privatives, en plus des communs. »

« Tout refus implicite ou explicite d'accepter un rendez-vous (courriers ou messages téléphoniques restés sans suite) ou d'honorer un rendez-vous (absence répétée à deux reprises au rendez-vous prévu) constitue un refus de contrôle. Vous serez alors informé par courrier recommandé avec accusé de réception que ce refus de contrôle est assimilé à une non-conformité et pénalisable en conséquence. »

« Pour les contrôle de conformité sur branchement neuf, la validité du contrôle peut être prolongé jusqu'à 10 ans si votre propriété ne fait l'objet d'aucun travaux durant la période. »

Cette modification prend en compte une disposition de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ces effets.

« Au-delà de ce délai, le concessionnaire applique une pénalité équivalente à une majoration limitée à 400% de la redevance d'assainissement, et ceci tant que la situation perdure. »

Cette modification introduit la disposition de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ces effets.

### **Chapitre 8 - Données à caractère personnel**

Ce nouveau chapitre instaure le système de protection des données à caractère personnel (règlement RGPD).

L'annexe 1 présente le règlement modifié.

#### **1.2 Règlement du service Assainissement Non Collectif**

##### **Art. 5 Cas particulier : Immeubles desservis par le réseau d'assainissement et non raccordés**

Précisions sur les conditions pour être considéré « difficilement raccordable », mêmes dispositions inscrites au règlement de service AC.

##### **Art. 8 Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite**

Simplification de conditions d'application pour refus de contrôle.

##### **Art. 10 Avis du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif**

Suppression du « dossier-type » et de l'annexe 5.

##### **Art. 10.2 – L'examen du projet par le SPANC**

Le délai de 3 jours est rallongé à 5 jours pour l'examen de la recevabilité du dossier.

##### **Art. 10.3 Mise en œuvre de l'avis du SPANC**

L'avis « favorable » remplace l'avis « conforme ».

##### **Art. 13-1 Contrôle de bon fonctionnement**

Précision apportée : « En cas d'examen visuel ou olfactif anormal, un prélèvement pourra être réalisé par l'agent du SPANC afin de mettre en évidence ou non le caractère non conforme à la réglementation du rejet. L'analyse du prélèvement devra être réalisée par un établissement agréé COFRAC. »

##### **Art. 13-3 Périodicité du contrôle**

Suppression de la notion de 6 ans, et remplacement par :

« Le contrôle périodique de bon fonctionnement est réalisé selon une périodicité fixée par délibération des collectivités du territoire d'intervention d'Eau du Ponant. »

« Dans le cas particulier d'installation présentant un risque potentiel, la fréquence de contrôle peut être fixée à 2 ans. »

Art. 14 Contrôle au moment des ventes

Suppression de la notion de formulaire

Instauration d'une visite systématique sur le terrain si dernier bilan a plus de 3 ans mais moins de 6 ans et suppression de la redevance pour actualisation du bilan.

Art.15

Suppression de l'article 15 relatif au contrôle périodique couplé au service d'entretien et de la redevance afférente.

**Ajouts articles des 15 et 22 : Cas du contrôle des installations ANC de 21 à 199 EH.**

**« Les propriétaires devront mettre à disposition du SPANC le cahier de vie des installations. »**

Art. 19 Responsabilités et obligations du vendeur dans le cadre de l'acquisition d'un bien immobilier à usage d'habitation

Précision apportée : « En retour, et conformément à l'article L1331-11-1 du code de la santé publique, le vendeur, son mandataire ou son notaire fournit au SPANC les informations concernant la date de l'acte de vente du bien ainsi que les coordonnées de l'acquéreur sous un délai de 1 mois à compter de la signature de l'acte authentique de vente. »

Cette modification introduit la disposition de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ces effets.

Art. 23 Principes applicables aux redevances d'ANC

Précision apportée : « Les derniers tarifs adoptés dans ce cadre sont consultables sur le site internet de la société Eau du Ponant. »

Suppression annexe 6 : tarifs des redevances

Art. 24-1 Redevance annuelle

Précision apportée : « Elle est due par le propriétaire des lieux au moment de l'édition de la facture. »

Suppression du paragraphe : « L'utilisateur peut choisir, sur demande express de sa part, un paiement après réalisation effective du contrôle. Dans ce cas, le montant de la redevance sera établi sur devis selon le prix de revient de la prestation par Eau du Ponant en application des dispositions prévues dans la délibération du Conseil de communauté relative aux tarifs de redevance. »

Précision apportée : « Le tarif sera majoré de 50% pour les immeubles d'une capacité supérieure à 20 Equivalent Habitant. »

Art. 28 : Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante

Précision apportée : « En cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif ou d'installation présentant un danger pour la santé des personnes, le propriétaire de l'immeuble est redevable d'une pénalité annuelle, équivalente à la redevance d'assainissement et qui peut être majorée dans la limite de **400 %** en application de l'article L1331-8 du code de la santé publique, s'il n'a pas fait procéder aux travaux demandés dans le délai imparti.

Cette modification introduit la disposition de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ces effets.

**Art. 29 : Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle**

Reports abusifs des rendez-vous fixés par le SPANC : possibilité de décaler jusqu'à 2 fois le rendez-vous dans un délai de 3 mois pour les résidences principales et de 10 mois pour les résidences secondaires.

**Art. 30 : Modalités de règlement des litiges**

L'article est simplifié.

**Art. 31 Données à caractère personnel**

Ce nouveau chapitre instaure le système de protection des données à caractère personnel (règlement RGPD).

**Article 32 : Modalités de communication du règlement**

L'article est simplifié.

Suppression de l'annexe 2 : références des principaux textes législatifs et réglementaires

L'annexe 2 présente le règlement modifié.

**Article 2 : intégration d'un linéaire supplémentaire de réseau**

Lors de l'exploitation du réseau dans le cadre de son contrat de concession, la SPL Eau du Ponant a découvert un réseau d'assainissement, à Penhoat, sur la commune de Saint Divy.

Ce réseau doit être intégré au périmètre délégué à la SPL Eau du Ponant.

Il présente les caractéristiques suivantes :

-diamètre/matériau/regards/branchements etc.

L'annexe 3 cartographie ce réseau.

**Article 3 : autres clauses**

Cet avenant ne couvre que les sujets qu'il aborde. Ainsi, toutes les autres clauses du contrat de délégation de service public d'origine demeurent inchangées.

**Article 4 : entrée en vigueur**

Le présent avenant entre en vigueur après notification de l'avenant au délégataire et transmission au contrôle de légalité.

**ANNEXES :**

- Annexe n°1 : Règlement du service Assainissement Collectif modifié
- Annexe n°2 : Règlement du service Assainissement Non Collectif modifié
- Annexe 3 : cartographie du réseau de Penhoat à Saint Divy

A Landerneau, le.....

Pour le délégant,

Patrick LECLERC  
Président de la Communauté de communes  
du pays de Landerneau-Daoulas

Pour le délégataire,

François CUILANDRE  
Président de la SPL Eau du Ponant

Envoyé en préfecture le 28/12/2021

Reçu en préfecture le 28/12/2021

Affiché le

ID : 029-242900801-20211227-DCC2021\_188-DE

## **Annexe n°1 : Règlement du service Assainissement Collectif modifié**





## LE RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### Chapitre 1

*Le service de l'assainissement collectif*

### Chapitre 2

*La redevance d'assainissement*

### Chapitre 3

*La facturation*

### Chapitre 4

*Le raccordement*

### Chapitre 5

*Vos installations privées*

### Chapitre 6

*Modification du règlement de service*

### Chapitre 7

*Droit applicable*

### Chapitre 8

*Données à caractère personnel*

**L'ensemble des frais et tarifs mentionnés au présent règlement sont fixés par délibération de la collectivité et sont consultables sur le site [www.eauduponant.fr](http://www.eauduponant.fr)**

**Le règlement du service** désigne le présent document établi par la collectivité et adopté par délibération.

Il définit les conditions de réalisation des ouvrages de raccordement au réseau public d'assainissement et les relations entre le concessionnaire et l'abonné du service public de l'assainissement collectif.

Dans le présent document :

- « **vous** » désigne l'abonné, c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat de déversement dans le réseau d'assainissement collectif. Ce peut être : le propriétaire, le locataire ou l'occupant de bonne foi ou la copropriété représentée par son syndic. Certaines dispositions au sujet de la réalisation des ouvrages concernent spécifiquement le propriétaire.

- « **la collectivité** » désigne l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, en charge du service public de l'assainissement collectif sur son territoire.

- « **le concessionnaire** » désigne la Société Publique Locale Eau du Ponant à qui la collectivité a confié, par contrat, la gestion du service de l'assainissement collectif, dans les conditions du règlement du service.

## Chapitre 1- Le service de l'assainissement collectif

*Le service de l'assainissement collectif recouvre l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'évacuation de vos eaux usées (collecte, transport, traitement et service clientèle). Le présent règlement régit les conditions d'admission des eaux usées au réseau public de collecte des eaux usées, pouvant être de type séparatif ou unitaire, ainsi que les conditions de raccordement des installations privatives d'assainissement sur le système d'assainissement public et de versement des participations financières et des redevances qui sont dues au titre du Service Public de l'Assainissement Collectif.*

### 1.1 – Définition des différents types d'eaux usées

Il existe plusieurs catégories d'eaux usées :

- Les eaux usées domestiques : il s'agit des eaux d'utilisation domestique provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires.
- Les eaux usées assimilées domestiques : il s'agit des eaux usées provenant de rejets liés à certaines activités impliquant des usages de l'eau assimilables à des usages domestiques (cf. annexe 1 de l'arrêté relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte du 21/12/2007).
- Les eaux usées non domestiques : il s'agit des eaux usées provenant notamment des installations classées pour la protection de l'environnement et les activités artisanales, industrielles ou commerciales et ne figurant pas dans l'arrêté relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte du 21/12/2007.

Les seules eaux admises dans le réseau public d'assainissement collectif sont celles relevant des catégories eaux usées domestiques et eaux usées assimilées domestiques. (Cf. art 4.2)

La gestion des eaux pluviales n'est pas régie par le présent règlement. Les dispositions réglementaires de rejet et de raccordement sont à demander auprès de la collectivité compétente en la matière.

### 1.2 - Les engagements du concessionnaire

Le concessionnaire s'engage à prendre en charge vos eaux usées, dans le respect des règles de salubrité et de protection de l'environnement, depuis votre point de raccordement au réseau public jusqu'au milieu naturel après traitement en station d'épuration.

Le concessionnaire vous garantit la continuité du service, sauf circonstances exceptionnelles.

Les services qui vous sont garantis, sont les suivants :

- En réponse à toute demande, un rendez-vous vous sera proposé dans un délai de 8 jours, avec respect de l'horaire du rendez-vous dans une plage de 2 heures garantie ; tout rendez-vous, pris en bonne et due forme et non honoré par vous, sera facturé du fait du déplacement occasionné (cf. grille tarifaire en vigueur) ;
- Une assistance technique au numéro de téléphone indiqué sur la facture (prix d'un appel local), 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, pour répondre aux urgences techniques avec un délai garanti d'intervention d'un technicien dans les 2 heures en cas d'urgence technique relevant du système public d'assainissement ;
- Un accueil téléphonique au numéro de téléphone indiqué sur la facture (prix d'un appel local) du lundi au vendredi de 8h30 à 12h15 et de 13h15 à 17h30 pour effectuer toutes vos démarches et répondre à toutes vos questions ;
- Une réponse écrite à vos courriers dans les 15 jours ouvrables suivant leur réception, qu'il s'agisse de questions techniques ou concernant votre facture ;
- Une permanence d'accueil à votre disposition à minima dans les conditions suivantes :
  - Au 210 Boulevard François Mitterrand à GUIPAVAS du lundi au vendredi de 8h30 à 12h15 et de 13h15 à 17h30.
  - Au 20 Allée du Bois Noir (Station d'épuration) à LANDERNEAU du lundi au vendredi de 8h30 à 12h15 et de 13h15 à 17h30 ;
- Pour le raccordement à l'égout et la réalisation d'un nouveau branchement d'assainissement, l'envoi du devis sous 8 jours ouvrés après réception de votre dossier de demande complet ou 8 jours ouvrés après rendez-vous d'étude des lieux, si ce rendez-vous est nécessaire ;
- Après acceptation du devis (réception par Eau du Ponant du devis et autres documents signés par vos soins, accompagné du montant de l'acompte) et obtention des autorisations administratives nécessaires, les travaux seront réalisés dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. Cela correspond en pratique à un délai d'environ 2 mois après acceptation du devis.

### **1.3 - Les règles d'usage du service de l'assainissement collectif**

En bénéficiant du service de l'assainissement collectif, vous vous engagez à en respecter les règles d'usage.

D'une manière générale, ces règles vous interdisent de déverser dans les réseaux toutes substances pouvant :

- causer un danger pour le personnel d'exploitation,
- dégrader les ouvrages de collecte et d'épuration ou gêner leur bon fonctionnement,
- créer une menace pour l'environnement.

Vous ne devez pas notamment rejeter au réseau public :

- le contenu de fosses septiques provenant des opérations d'entretien de ces dernières et/ou les effluents issus en continu de celles-ci,
- les déchets solides tels que ordures ménagères (dont lingettes), y compris après broyage,
- les graisses, sang ou phanères en quantités telles que ces matières puissent provoquer des obstructions dans les branchements ou réseaux,
- les huiles usagées, les hydrocarbures, peintures, solvants, acides, bases, cyanures, sulfures, métaux lourds, ...,
- les produits susceptibles d'encrassement (boues, sables, gravats, cendres, cellulose, colles, goudrons...),
- les produits et effluents issus de l'activité agricole (engrais, pesticides, lisiers, purins, nettoyage de cuves, etc),
- les produits radioactifs,
- tous déversements susceptibles de porter l'eau des réseaux à une température supérieure à 30°C,
- tous déversements dont le pH est inférieur à 5,5 ou supérieur à 8,5,

- tous déversements au milieu récepteur,
- les rejets d'eaux de vidange de piscine
- les rejets d'eaux claires parasites (captage de sources, drainage de nappes...),
- des eaux usées issues de ressources en eau non déclarées selon les démarches réglementaires en vigueur (récupérateur d'eaux pluviales, puits, forages...).

Vous ne devez pas raccorder sur votre branchement les rejets d'une autre habitation que la vôtre (sauf cas particulier et après accord du concessionnaire).

Vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition. Ainsi, vous ne devez pas y déverser vos eaux pluviales, sauf si vous êtes desservi par un réseau public de type unitaire et après accord de la collectivité.

Les eaux pluviales sont les eaux provenant après ruissellement soit des précipitations atmosphériques, soit des arrosages ou lavages des voies publiques ou privées, des jardins, des cours d'immeubles...

Vous ne devez pas non plus rejeter des eaux usées au milieu naturel, en infiltration dans le sol (puits perdus) ou dans les ouvrages destinés à évacuer uniquement les eaux pluviales (réseau d'eaux pluviales, avaloirs, gargouilles...) et réciproquement en cas de réseau de type séparatif vers lequel aucune eau pluviale ne devra donc être acheminée.

Le non-respect d'une de ces conditions entraîne la mise en œuvre d'une procédure de mise en conformité de vos installations de la part de la collectivité et du concessionnaire. Sans actions correctives de votre part dans le délai imparti, le concessionnaire procédera à l'application de pénalités financières actées par la collectivité.

A défaut de mise en conformité, une procédure de travaux d'office peut être engagée par la collectivité.

### **1.4 - Les interruptions du service**

Le concessionnaire est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, il peut être tenu de réparer ou modifier les installations d'assainissement collectif, entraînant ainsi une interruption du service.

Dans la mesure du possible, le concessionnaire vous informe 48 heures à l'avance des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de renouvellement, de réparation ou d'entretien). Cette information peut se faire par exemple par la parution d'un article dans la presse locale ou par la distribution d'un communiqué dans votre boîte aux lettres.

Le concessionnaire ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation du service due à un accident ou un cas de force majeure (le gel, les inondations ou autres catastrophes naturelles, peuvent être assimilés à ces cas de force majeure...).

### **1.5 - Les modifications du service**

Dans l'intérêt général, le réseau de collecte peut être modifié. Dès lors que les conditions de collecte sont modifiées et qu'il en a la connaissance, le concessionnaire vous avertit, sauf en cas de force majeure, des conséquences correspondantes éventuelles auxquelles vous serez soumis.

### **1.6 - Incivilité envers le personnel du concessionnaire**

Toute agression physique ou verbale envers le personnel du concessionnaire donnera lieu à une suspension du traitement de la demande de l'abonné et pourra faire l'objet de poursuites pénales.

### 1.7 – Le traitement des réclamations

En cas de réclamation, vous pouvez contacter le service-clientèle du concessionnaire. Dans le cas où le recours interne ne vous aurait pas donné satisfaction, vous pouvez vous adresser au Médiateur de l'Eau (informations et coordonnées disponibles sur [www.mediation-eau.fr](http://www.mediation-eau.fr)).

## Chapitre 2 - La redevance d'assainissement

### 2.1 - Conditions de mise en œuvre

Conformément à l'article R2224-19 du Code général des collectivités territoriales (puis dans les conditions fixées par les articles R2224-19-1 à R2224-19-11), le service public de l'assainissement collectif donne lieu à la perception d'une redevance d'assainissement, calculée sur la base de votre consommation d'eau ou, par défaut, sur son estimation. Cette redevance est perçue sur la facture d'eau et couvre l'ensemble des frais de fonctionnement du Service de l'Assainissement Collectif (collecte, transport, traitement et service clientèle) et des charges d'investissement.

La souscription du contrat d'abonnement au service de l'eau entraîne l'application automatique des conditions du service de l'assainissement collectif si le point de desserte est concerné par ce service.

Une première facture sera adressée correspondant :

- à l'abonnement pour la partie restant à courir du semestre en cours ;
- aux frais d'accès au service lorsqu'ils existent.

Votre contrat, et l'exécution du service, prend effet :

- soit à la date de prise d'effet de votre contrat en eau potable (si l'alimentation en eau est déjà effective et l'immeuble est déjà raccordé au réseau d'assainissement collectif)
- soit à la date de pose de l'ouvrage de raccordement lors de la création d'un branchement d'assainissement (cas des extensions des réseaux).

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat d'eau potable sont aussi valables pour votre contrat d'assainissement et font l'objet d'un traitement informatique. Vous bénéficiez en conséquence du droit d'accès et de rectification prévu par la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978.

Si vous êtes alimenté en eau totalement ou partiellement à partir d'un puits ou d'une autre source qui ne dépend pas d'un service public (réseau privé, récupération d'eau de pluie, forage, puits...), vous êtes tenu d'en faire la déclaration en mairie.

Dans le cas où l'usage de cette eau génère un rejet vers le réseau d'assainissement, la redevance d'assainissement collectif applicable à ce rejet est calculée conformément aux règles suivantes :

- soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage, agréés par le concessionnaire du service, fournis, posés et entretenus par ses soins, et dont il assurera la relève en même temps que la relève du compteur d'eau potable le cas échéant.
- soit, à défaut de dispositifs de comptage public ou en cas d'impossibilité à relever l'index de ce compteur quand il existe (non accessibilité permanente et directe depuis l'espace public), sur la base d'un forfait par défaut de 85m3 par an pour une habitation à usage domestique.

### 2.2 - La résiliation

La résiliation du contrat d'abonnement au service de l'eau entraîne la fin de la perception de la redevance d'assainissement avec la même date d'effet. Une facture d'arrêt de compte, calculée sur la base de votre consommation d'eau, vous est alors adressée.

Vous restez titulaire de votre contrat et redevable des sommes qui lui sont liées jusqu'à résiliation et l'obtention de l'index de clôture.

## Chapitre 3 - La facturation

*Le service de l'assainissement collectif est facturé, en règle générale, en même temps que le service de l'eau, c'est-à-dire 2 fois par an. Votre facture d'assainissement est généralement calculée sur la base de votre consommation d'eau.*

*La détermination des tarifs reste de l'unique prérogative de la collectivité.*

### 3.1 - La présentation de la facture

La facture de l'assainissement collectif est autant que possible commune avec celle du service de l'eau potable sauf en cas d'alimentation en eau potable par une autre ressource que le réseau public.

Votre facture comporte, pour l'assainissement collectif, trois rubriques :

- une part revenant à la collectivité,
  - une part revenant au concessionnaire,
- Chacun de ces éléments de prix peut se décomposer en une partie fixe (abonnement) et une partie variable calculée en fonction de la consommation.
- les redevances aux organismes publics (Agence de l'Eau notamment).

Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur au moment de son édition.

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

### 3.2 - L'évolution des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et indexés :

- par décision de la collectivité, pour la part qui lui est destinée,
- selon les termes du contrat entre la collectivité et le concessionnaire, pour la part destinée à ce dernier,
- par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au service de l'assainissement collectif, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

Vous êtes informés des changements de tarifs par affichage en mairie de la délibération fixant les nouveaux tarifs et à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif.

Toute information sur les tarifs en vigueur est disponible auprès du concessionnaire et de la collectivité.

### 3.3 - Les modalités et délais de paiement

Le paiement est exigible sous 3 semaines à partir de la date d'émission figurant sur la facture et doit être effectué au maximum dans ce délai.

Votre abonnement (partie fixe de la redevance d'assainissement) est facturé semestriellement. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de facturation), il vous est facturé ou remboursé prorata temporis, calculé journalièrement.

La partie variable de la redevance d'assainissement est calculée à terme échu annuellement. L'assiette de la redevance d'assainissement est le volume d'eau prélevé sur le réseau public de distribution d'eau ou sur toute autre source dont l'usage génère un rejet vers le réseau d'assainissement (cf. article 2.1 du présent règlement).

Lorsque la redevance d'assainissement est facturée par le Service de l'Eau sur une même facture, les conditions de paiement sont celles applicables à la facture d'eau.

En cas de difficultés financières, vous êtes invité à en faire part au concessionnaire sans délai. Différentes solutions pourront vous être proposées après étude de votre situation et dans le respect des textes en vigueur relatifs à la lutte contre l'exclusion : règlements échelonnés dans le temps (dans des limites acceptables par le concessionnaire), recours aux dispositifs d'aide aux plus démunis (Fonds de Solidarité pour le Logement), etc....

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances :

- d'un paiement échelonné si votre facture a été sous-estimée,
- d'un remboursement ou d'un avoir à votre choix, si votre facture a été surestimée.

Tout remboursement par le concessionnaire d'une somme due se fera par virement bancaire uniquement.

Par ailleurs, un seuil de remboursement des petites sommes est mis en place (seuil inférieur aux frais de traitement de la demande) : le concessionnaire ne remboursera pas à l'abonné et n'exigera pas non plus de l'abonné le règlement des sommes inférieures à 2 € TTC.

### 3-4 - En cas de non-paiement

Si, à la date limite prévue vous n'avez pas réglé tout ou partie de votre facture, le concessionnaire vous enverra une lettre de relance simple puis une deuxième lettre de rappel, valant mise en demeure. L'envoi de cette deuxième lettre de rappel rend applicables les pénalités de retard.

En cas de non-paiement, le concessionnaire poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.

Aucune pénalité de retard ne vous sera appliquée si, hors consommation pour objet professionnel, vous avez obtenu, pour la facture qui a été réglée tardivement ou qui n'a pu être réglée, dans les 12 mois précédant la date limite de paiement de ladite facture, une aide accordée pour le paiement de la fourniture d'eau par le Fonds de Solidarité pour le Logement ou le centre communal d'action sociale, ou si vous bénéficiez, le cas échéant, d'un tarif social pour ce service.

Le montant des pénalités de retard est défini par délibération de la collectivité.

### 3-5 – Dégrèvement pour fuite d'eau sur la part assainissement de la facture d'eau

Quand vous bénéficiez d'un écrêtement de la facture d'eau potable dans les conditions prévues par les articles L.2224-12-4, R.2224-20-1 et R.2224-19-4 du Code général des collectivités territoriales, les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau sur la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance d'assainissement. Ces volumes d'eau sont évalués en fonction de la différence entre le volume d'eau dont l'augmentation anormale a justifié l'écrêtement de la facture d'eau potable et le volume moyen consommé déterminé dans les conditions prévues par la loi.

Le dégrèvement pour derniers relevés successifs sauf en cas d'empêchement de relève d'index de votre responsabilité. Dans ce dernier cas, le dégrèvement s'effectuera uniquement sur les 12 mois précédant le dernier relevé.

Toutefois, si les volumes d'eau liés à une fuite ne sont pas rejetés au réseau d'assainissement : le service qui consiste à collecter les eaux usées issues de ces volumes n'est donc pas rendu ; vous pouvez alors obtenir un dégrèvement pour fuite d'eau de la part assainissement indépendamment du fait d'être légalement éligible au dégrèvement sur la partie eau potable.

### 3-6 - Le contentieux de la facturation

En cas de litige, vous devez prendre contact par écrit avec le concessionnaire en exposant les motifs de votre réclamation. Le concessionnaire s'engage à traiter cette réclamation en y apportant une réponse dans un délai de 14 jours ouvrables à compter de la réception de la réclamation au centre d'exploitation d'Eau du Ponant à Guipavas.

Après avoir épuisé toutes les voies de recours en interne aux services du concessionnaire, vous pouvez vous adresser, si vous le souhaitez, à titre gratuit, au Médiateur de l'eau (informations et coordonnées disponibles sur [www.mediation-eau.fr](http://www.mediation-eau.fr)). Le Médiateur de l'eau pourra alors tenter une conciliation amiable pour résoudre le différend. En cas d'échec, le consommateur peut saisir, soit l'une des juridictions territorialement compétentes en vertu du code de la procédure civile, soit la juridiction du lieu où il demeurerait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable.

Toute réclamation portant sur votre facture ne sera plus prise en compte dans un délai excédant 2 mois après son édition.

## Chapitre 4 - Le raccordement

*On appelle « raccordement » le fait de relier des installations privées de collecte des eaux usées au réseau public d'assainissement collectif.*

### 4-1 - Le branchement

Le raccordement à la canalisation publique de collecte des eaux usées se fait par l'intermédiaire du branchement.

Un branchement est constitué d'une partie publique et d'une partie privée (cf. schéma en annexe 2) :

La limite entre ces 2 parties est déterminée par l'ouvrage de raccordement et, en l'absence de cet ouvrage, par la domanialité : la partie du branchement qui se trouve sous l'espace public est publique, et la partie de branchement qui se trouve en domaine privé constitue le patrimoine privé.

La partie publique de ce branchement comprend 2 éléments :

- la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé le cas échéant,
- un ouvrage de raccordement placé, sauf impossibilité technique, en domaine public, mais au plus près de la limite de propriété. Cet ouvrage sert pour le contrôle et l'entretien des branchements. Il doit donc être accessible à tout moment, même lorsque celui-ci est situé en domaine privé. L'ouvrage de raccordement, appartenant à la partie publique du branchement, fait partie du patrimoine public.

La partie privée du branchement correspond à la canalisation située entre l'immeuble et l'ouvrage de raccordement, à l'exclusion de ce dernier, ou à défaut d'ouvrage de raccordement, la partie privée du branchement va de l'immeuble à la limite de domanialité avec l'espace public.

Le nombre de branchements à installer par propriété est fixé par le concessionnaire.

Sauf dérogation du concessionnaire, il faut à minima un branchement d'assainissement par branchement public d'eau potable.

Vous n'êtes pas habilités à intervenir sur le réseau public de la collectivité et par conséquent à réaliser vous-même le raccordement de votre partie publique de branchement ou la pose de votre ouvrage de raccordement.

#### 4.2 Conditions d'admission des eaux

##### Pour les eaux usées domestiques :

En application du Code de la santé publique, vous êtes dans l'obligation de raccorder vos eaux usées au réseau d'assainissement public quand celui-ci dessert votre propriété.

Le réseau public ne passe pas forcément à proximité immédiate de votre parcelle, qui peut cependant être considérée comme desservie : en effet, le raccordement au réseau public peut se faire soit directement, soit en transitant par des voies ou terrain privés.

Une propriété est également considérée comme desservie même quand elle ne l'est pas gravitairement, mais uniquement au moyen d'un dispositif privé de relevage des eaux usées.

##### Pour les eaux usées assimilées domestiques :

Le raccordement au réseau s'accompagne de la mise en place des prétraitements adaptés aux rejets liés à l'activité tels que définis en annexe 1 du présent règlement.

##### Pour les eaux usées non domestiques :

Le raccordement au réseau est soumis à l'obtention préalable d'une autorisation de déversement délivrée par la collectivité. Cette autorisation de déversement peut prévoir des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas. Elle peut notamment imposer la mise en place de dispositifs de pré-traitement dans vos installations privées (cf. art L.1331-10 du Code de la santé publique).

#### 4.3 - Les obligations de raccordement

Tout immeuble ayant un accès soit direct, soit par l'intermédiaire de voies privées, soit par l'intermédiaire de servitudes de passage, à une voirie comportant un réseau public d'assainissement, est considéré comme desservi et donc soumis à obligation de raccordement.

Le concessionnaire du service ne vous doit pas obligatoirement un raccordement gravitaire, celui-ci peut aussi se faire au moyen d'un dispositif privé de relevage. Un immeuble situé en contre-bas du réseau public d'assainissement qui le dessert est considéré comme raccordable. Conformément à l'article L.1331-4 du Code de la santé publique, le dispositif de relevage des eaux usées nécessaire est à la charge exclusive du propriétaire de l'immeuble.

L'obligation de raccordement est immédiate pour les constructions édifiées postérieurement à la réalisation du réseau d'assainissement.

Dans le cas d'une mise en service d'un réseau d'assainissement postérieure aux habitations existantes, vous disposez d'un délai de deux ans à compter de la date de mise en service du réseau pour vous raccorder.

Au terme du délai de deux ans, si vos installations privées ne sont toujours pas raccordées, une somme équivalente à la redevance d'assainissement majorée jusqu'à 400% est facturée (cf art L.1331-8 du Code de la santé publique).

#### Cas particuliers

##### d'assainissement et non raccordés

- Les immeubles équipés d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme à la réglementation et en bon état de fonctionnement, ayant fait l'objet d'un permis de construire ou d'une mise en conformité datant de moins de 10 ans, peuvent bénéficier d'une prolongation du délai pour l'exécution du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées pendant une durée de 10 ans maximum afin d'amortir les frais engagés pour la mise en place d'un dispositif d'assainissement non collectif. La date retenue pour calculer le délai maximum de prolongation de 10 ans est la date de contrôle de réalisation de l'installation par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), à défaut la date de l'arrêté de permis de construire sera prise en compte.
- Les immeubles difficilement raccordables au réseau public de collecte des eaux usées (au sens de l'arrêté du 19 juillet 1960 modifié relatif aux raccordements des immeubles aux égouts) peuvent également obtenir une exonération de raccordement. Le caractère difficilement raccordable de l'immeuble est apprécié au cas par cas et résulte généralement du caractère excessif du coût du raccordement au réseau d'assainissement. Une exonération à l'obligation de raccordement, pourra être accordée lorsque le coût du raccordement (partie privative + partie publique) est supérieur au coût du dispositif d'assainissement non collectif et si, et seulement si, l'immeuble est équipé d'un dispositif d'assainissement non collectif aux normes en vigueur et en bon état de fonctionnement. L'exonération de raccordement pourra être prolongée tant que votre dispositif d'assainissement non collectif sera considéré conforme par le SPANC. Un immeuble peut également être considéré comme difficilement raccordable, dès lors que le raccordement nécessite l'obtention d'une servitude d'aqueduc et que cette servitude n'est pas accordée.

La décision de prolongation du délai pour l'exécution du raccordement ou de l'exonération de raccordement est délivrée par arrêté de la collectivité, approuvé par le représentant de l'Etat dans le Département.

Les usagers ayant fait l'objet d'une telle décision ne sont alors plus soumis à la redevance d'assainissement collectif, mais deviennent usagers du SPANC).

#### 4.4 – La demande de raccordement

La demande de raccordement doit être effectuée par le propriétaire ou son représentant auprès du concessionnaire du service de l'assainissement collectif. Elle est traitée dans les conditions et délais prévus dans l'article 1-2 du présent règlement.

#### 4.5 - Le paiement

A l'occasion de la construction d'un nouveau réseau d'assainissement, la collectivité peut exécuter ou faire exécuter d'office les parties publiques des branchements de toutes les propriétés riveraines existantes.

La réalisation des travaux lui étant confié par son contrat avec la collectivité, le concessionnaire établit préalablement une étude technique et financière en appliquant les tarifs fixés par le bordereau des prix annexé à ce contrat. Un acompte de 50 % sur les travaux doit être réglé à la signature valant acceptation de la proposition financière et du présent règlement et de ses conditions.

Le solde sera exigé à la mise en service du branchement. Conformément à l'article L 1331-7 du Code de la Santé Public, vous pourrez être redevable d'une participation forfaitaire (Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif ou PAC) en sus du coût des travaux et des frais de raccordement.

Le montant de cette participation est déterminé par délibération de la collectivité et perçue par le concessionnaire.

#### 4-6 - L'entretien et le renouvellement

Le concessionnaire prend à sa charge les frais d'entretien, de réparation et les dommages pouvant résulter de l'existence ou du fonctionnement de la partie publique du branchement. Cependant, l'entretien à la charge du concessionnaire ne comprend pas :

- les travaux paysagers : reprise de plantations, arbres ou pelouses ;
- les frais de remise en état des installations réalisées postérieurement à l'établissement du branchement (maçonnerie, dallages...);
- les frais de modification du branchement effectuée à votre demande.

Vous êtes chargés de la garde et de la surveillance de la partie du branchement située en domaine privé.

L'ensemble des frais résultant d'une faute de votre part entraînant un dysfonctionnement (bouchage) ou une dégradation de la partie publique sont à votre charge.

Le renouvellement de la partie publique du branchement est à la charge du concessionnaire.

#### 4-7 - La modification ou suppression du branchement

La charge financière d'une modification ou d'une suppression de la partie publique du branchement est supportée par le demandeur.

## Chapitre 5 - Vos installations privées

*On appelle « installations privées », les installations de collecte des eaux usées situées à l'intérieur et à l'extérieur de l'immeuble jusqu'à l'ouvrage de raccordement ou, à défaut, jusqu'à la limite de domanialité.*

#### 5-1 - Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés aux frais du propriétaire et par l'entrepreneur de son choix.

Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux dispositions du Code de la santé publique, des règles de l'art, aux prescriptions du Règlement sanitaire départemental et du présent règlement.

Vous devez laisser l'accès à vos installations privées à la collectivité et au concessionnaire pour vérifier leur conformité à la réglementation en vigueur.

Le concessionnaire se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public.

Vous devez notamment respecter les règles suivantes :

- assurer une collecte séparée des eaux usées et des eaux pluviales en domaine privé
  - en secteur unitaire (il y a un unique réseau public qui collecte les eaux pluviales et les eaux usées), les eaux pluviales peuvent être collectées par le réseau public mais uniquement en cas d'impossibilité d'infiltration à la parcelle ; néanmoins, les eaux usées et les eaux pluviales

seront séparées que cela est techniquement réalisable.

- en secteur séparatif (il y a deux réseaux publics : un pour les eaux usées et un autre pour les eaux pluviales), les eaux sont impérativement collectées de manière séparée, et la propriété est équipée d'un branchement d'assainissement pour les eaux usées domestiques. Les conditions d'évacuation des eaux pluviales sont, quant à elles, régies par le règlement dédié disponible en mairie.
- vous assurer de la parfaite étanchéité des évacuations des eaux usées et pluviales, afin que celles-ci ne soient l'objet d'aucune infiltration ou exfiltration ;
- vous assurer que vos installations privées sont conçues pour protéger votre propriété contre les reflux d'eaux usées ou d'eaux pluviales en provenance du réseau public, notamment en cas de mise en charge de ce dernier. A cette fin :
  - les canalisations, joints et les tampons des regards situés à un niveau inférieur à celui de la voie publique au droit de la construction devront pouvoir résister à la pression correspondante,
  - un dispositif privé s'opposant à tout reflux devra être mis en place si des appareils d'utilisation (sanitaires, siphons de sol, grilles d'évacuation des eaux pluviales ...) sont situés à un niveau inférieur à celui de la voie publique au droit de la construction. Les frais d'installation, l'entretien et les réparations sont à la charge exclusive du propriétaire ;
- ne pas raccorder entre elles les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées, ni installer des dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans les conduites d'eau potable ;
- vous assurez de la déconnexion complète de tout dispositif d'assainissement individuel (dégraisseurs, fosses, filtres) avec le réseau public ;
- ne pas utiliser les descentes de gouttières pour l'évacuation des eaux usées.

Par ailleurs, nous vous recommandons de respecter les dispositions suivantes :

- équiper de siphons tous les dispositifs d'évacuation (équipements sanitaires et ménagers, cuvettes de toilette, ...),
- poser toutes les colonnes de chute d'eaux usées verticalement et les munir d'évents prolongés au-dessus de la partie la plus élevée de la propriété.

A l'occasion du raccordement de vos installations privées à la partie publique du branchement d'assainissement, vous devrez mettre hors d'état de servir ou de créer des nuisances, les installations d'assainissement non collectif préexistantes (dégraisseur, fosse septiques, filtres...).

#### 5-2 - L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées vous incombent complètement.

Le concessionnaire ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

#### 5-3 - Contrôles de conformité

Le concessionnaire peut procéder à tout moment à un contrôle de conformité de votre immeuble aux dispositions du présent règlement.

Le contrôle a pour objet de vérifier que les points d'eaux usées ou les entrées d'eaux pluviales sont correctement raccordés aux réseaux publics d'assainissement et/ou aux réseaux publics d'eaux pluviales et que les dispositions du présent règlement sont respectées.

Vous devez informer le concessionnaire du service de la fin des travaux de raccordement ou de mise en conformité afin qu'il procède au contrôle de la conformité de vos installations privées aux dispositions du présent règlement.

La prise d'un rendez-vous pour un contrôle de conformité s'effectue auprès d'Eau du Ponant via tout média de contact utilisé par le concessionnaire.

Tout refus implicite ou explicite d'accepter un rendez-vous (deux courriers ou messages téléphoniques restés sans suite) ou d'honorer un rendez-vous (absence répétée à deux reprises au rendez-vous prévu) constitue un refus de contrôle. Vous serez alors informé par courrier recommandé avec accusé de réception que ce refus de contrôle est assimilé à une non-conformité et pénalisable en conséquence.

Le contrôle donne lieu à l'édition d'un certificat de conformité valable 3 ans pour une installation privative ne faisant l'objet d'aucun travaux durant cette période de validité.

Pour les contrôles de conformité sur branchement neuf, la validité du contrôle peut être prolongé jusqu'à 10 ans si votre propriété ne fait l'objet d'aucun travaux durant la période.

A l'occasion de toute mutation d'un bien (vente d'une maison, d'un immeuble ou d'un appartement dans un immeuble), vous devez faire procéder au contrôle de la conformité des installations privatives et de la partie privée du branchement. Ce bilan est obligatoire et valable 3 ans sous réserve de non-modification des installations contrôlées.

Dans le cas d'un immeuble, le contrôle de conformité concerne l'ensemble de l'immeuble et sera réalisé sur l'ensemble de l'installation privative quel que soit le nombre d'appartements concerné par la vente.

S'il le juge pertinent, à titre dérogatoire, le concessionnaire pourra ne pas contrôler la totalité des appartements mais uniquement un échantillon qu'il jugera suffisamment représentatif des installations privatives, en plus des communs.

Les contrôles de conformité des installations privatives, effectués à l'occasion de cessions de propriété à la demande des propriétaires, sont facturés au pétitionnaire. Une estimation financière sera établie par le concessionnaire préalablement, en appliquant les tarifs fixés par le bordereau des prix annexé à ce contrat.

Le contrôle de conformité n'est pas facturé lorsqu'il est réalisé à la suite d'un raccordement ayant fait l'objet d'une facturation pour la création d'un branchement d'assainissement et sous réserve de contacter le concessionnaire dans le délai des 2 ans accordés après réalisation du raccordement.

Lors du contrôle de conformité, le concessionnaire devra avoir accès à l'ensemble des installations privées, aux communs, sous-sol, caves, dans le cas des immeubles notamment.

Le contrôle porte uniquement sur les équipements, ouvrages et regards dûment signalés et rendus accessibles par l'utilisateur et sous sa responsabilité. L'intervention des agents du concessionnaire ne porte que sur les éléments visibles et visitables au moment du contrôle.

Le concessionnaire ne peut donc être tenu responsable de dysfonctionnements et non-conformités résultant d'éléments qui n'auraient pas été rendus visibles ou portés à sa connaissance lors du contrôle.

Le contrôle s'effectue de manière visuelle, non invasive, au moyen de tests d'écoulement d'eau, d'utilisation de colorants, de manière sonore au moyen de tests de résonance. Il est également réalisé sans aucun démontage, ni inspection télévisée du réseau privé.

En conséquence, les éventuelles anomalies liées à une mauvaise pose ou un mauvais entretien ne peuvent pas toujours être décelées.

Le contrôle ne porte pas sur l'application des règles de l'art lors de la réalisation des travaux en partie privée. L'absence de vices cachés ne peut être garantie. De la même manière, la présence d'obstructions temporaires, casses, ne peuvent pas toujours être décelées et peuvent parfois fausser les conclusions.

La responsabilité du concessionnaire est limitée aux points effectivement signalés, visualisés et vérifiés par lui.

Quelle que soit l'origine de la demande, les délais de mise en conformité sont inscrits dans le rapport remis au pétitionnaire. Au-delà de ce délai, le concessionnaire applique une pénalité équivalente à une majoration pouvant aller jusqu'à 400% de la redevance d'assainissement, et ceci tant que la situation perdure.

La collectivité peut par ailleurs, au titre de son pouvoir de Police, ordonner les travaux d'office.

#### **5.4 Le cas des rétrocessions de réseaux privés**

Toute intégration au réseau public d'assainissement collectif de réseaux privés donne lieu à la conclusion d'une réception entre le concessionnaire et le demandeur.

Avant cette intégration, le concessionnaire du service peut contrôler la conformité d'exécution des réseaux et branchements privés aux règles de l'art et, quand il existe, au cahier des charges techniques en vigueur sur le territoire exploité par lui.

Dans le cas où des désordres sont constatés par le concessionnaire, les travaux de mise en conformité sont effectués par les soins et aux frais du demandeur et la persistance des désordres est suspensive de l'intégration.

## **Chapitre 6 - Modification du règlement du service**

Des modifications au présent règlement du service peuvent être décidées par la collectivité.

Elles sont portées à la connaissance des abonnés, avec information du délai au terme duquel elles deviennent applicables, par affichage en mairie avant leur date de mise en application.

Les abonnés sont également informés des modifications apportées au règlement et de leur date d'entrée en application, par voie électronique à l'adresse indiquée lors de la conclusion de leur abonnement ou par message d'information sur leur facture la plus proche. Il y est également précisé les modalités d'accès au nouveau règlement.

Le règlement en vigueur à un instant donné est consultable sur le site internet d'Eau du Ponant et reste communicable aux usagers par courrier suite à toute demande.

En cas de résiliation demandée par l'abonné à raison d'une modification du règlement, les frais de fermeture ne sont pas exigibles.

## **Chapitre 7 - Droit applicable**

Les relations contractuelles sont soumises au droit français, et notamment aux dispositions des articles L. 2224-7 et suivants et D. 2224-5-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, ou des dispositions du Code de la consommation.



## Chapitre 8 - Données à caractère personnel

Le concessionnaire assure la gestion des Données à Caractère Personnel des abonnés, usagers et propriétaires dans les conditions de confidentialité et de protection définies par la réglementation en vigueur, en particulier conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée le 21 juin 2018.

Les Données à Caractère Personnel sont collectées à des fins de la gestion des activités de contrôle et d'entretien en matière d'assainissement collectif.

Le concessionnaire traitera, n'utilisera et ne conservera les données à caractère personnel des usagers que dans la mesure où cela est nécessaire à assurer l'exécution du service, à l'accomplissement de ses obligations légales et réglementaires et à l'exercice des prérogatives lui étant reconnues par la loi et la jurisprudence.

Les bases légales des traitements au sens de l'article 6 du règlement RGPD sont constituées par l'obligation de la loi, l'exercice d'une mission de service public, ainsi que l'intérêt légitime.

Les Données à Caractère Personnel seront conservées pendant la durée nécessaire à l'exercice des missions du concessionnaire, augmentée des délais de prescription s'appliquant en la matière ou le cas échéant des délais de recours. A l'issue de la durée de conservation prévue, les Données à Caractère Personnel font l'objet d'une suppression ou d'une anonymisation.

Le cas échéant, le recueil des Données à Caractère Personnel identifiées par un astérisque est obligatoire. Il est obligatoire de transmettre des informations réelles et exactes et il est nécessaire de contacter le service usagers du concessionnaire pour toute mise à jour éventuelle de ces dernières. A défaut, la demande pourrait ne pas être traitée ou sa prise en compte pourrait être retardée.

Eau du Ponant ne transmet aucune information relative aux usagers sauf pour des besoins directs liés au service.

À ce titre, les données à caractère personnel peuvent être transmises à des prestataires intervenant en qualité de sous-traitant du concessionnaire, dès lors qu'elles sont nécessaires et indispensables à la mission du sous-traitant ainsi, le cas échéant, qu'à la collectivité, notamment afin de procéder à des contrôles de facturation, du recouvrement et de rendre compte de l'exercice de la délégation.

Elles ne font en aucun cas l'objet d'une transmission à des tiers à titre commercial.

Le concessionnaire procède à la rectification des erreurs qui lui sont signalées par les usagers concernés. L'utilisateur dispose notamment d'un droit d'accès et de rectification sur les données à caractère personnel le concernant, ainsi que d'un droit de limitation du traitement des Données à Caractère Personnel pour des motifs légitimes.

Ces droits peuvent être exercés auprès de la collectivité à l'adresse : [dpo@ccpld.bzh](mailto:dpo@ccpld.bzh) ou auprès du concessionnaire à l'adresse : [vosdonneespersonnelles@eauduponant.fr](mailto:vosdonneespersonnelles@eauduponant.fr) ou encore par courrier postal aux adresses suivantes : Maison des services Publics – 59, rue de Brest – 29800 Landerneau pour la collectivité et Eau du Ponant / DPO - 210 boulevard François Mitterrand - CS 30117 Guipavas – 29802 BREST CEDEX 9, en justifiant de l'identité et indiquant le contexte dans lequel ont été transmises les Données à Caractère Personnel (date de la réclamation et/ou motif).

En cas de contestation des conditions relatives à la collecte et au traitement des données à caractère personnel, l'utilisateur dispose également du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'informatique et des Libertés ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

L'utilisateur peut également donner des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données après son décès. En l'absence de directives de sa part, les héritiers disposent d'un droit de s'opposer à la poursuite des traitements des Données à Caractère Personnel du défunt ou faire procéder à leur mise à jour.

Pour en savoir plus sur les conditions de traitement des données sur les droits dont dispose toute personne concernée, vous pouvez consulter la Politique d'utilisation des données à caractère personnel d'Eau du Ponant accessible via le site Internet [www.eauduponant.fr](http://www.eauduponant.fr).

### ANNEXE 1 : PRETRAITEMENT



**ANNEXE 1 - PRETRAITEMENT**

Nature de l'activité	Polluants à maîtriser	Objectifs	Prétraitement	Auto-surveillance à tenir à disposition du service de l'assainissement
Laverie en libre-service  Blanchisserie sous le seuil de déclaration ICPE	Détergents, pH et température	pH <8.5 température <30 °C	Refroidissement et régulation pH avant rejet	
Nettoyage à sec	Solvants de nettoyage	Interdiction de rejets dans le réseau des eaux de contact	Arrêté type de la rubrique 2345	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan de gestion solvants</li> <li>Bordereaux d'enlèvement des boues</li> <li>Attestation annuelle d'entretien des machines</li> </ul>
Métiers de bouche (restauration, traiteur, boucherie, charcuterie...)	Graisses, fécule	L'effluent rejeté ne doit pas être plus chargé en graisse qu'un effluent domestique	Séparateur à graisse correctement dimensionné	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrat d'entretien et bordereaux d'entretien</li> <li>Bordereau d'enlèvement des graisses alimentaires</li> </ul>
Réparations mécaniques, Lavage de véhicules	Hydrocarbures	Rejet hydrocarbures <10 mg / l	Déboureur – séparateur hydrocarbure (type et dimensionnement selon activité)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrat d'entretien et bordereaux d'entretien</li> </ul>

Envoyé en préfecture le 28/12/2021

Reçu en préfecture le 28/12/2021

Affiché le

ID : 029-242900801-20211227-DCC2021\_188-DE

**Annexe n°2 : Règlement du service Assainissement Non Collectif modifié**



## **REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)**

### **Permanence d'accueil à votre disposition à minima dans les conditions suivantes :**

- 210 Boulevard François Mitterrand à GUIPAVAS  
du lundi au vendredi de 8h30 à 12h15 et de 13h15 à 17h30.
- 20 Allée du Bois Noir (Station d'épuration) à LANDERNEAU  
du lundi au vendredi de 8h30 à 12h15 et de 13h15 à 17h30 ;

**Tél. : 02 29 00 78 78**

**Email : [contact.usagers@eauduponant.fr](mailto:contact.usagers@eauduponant.fr)**

**[www.eauduponant.fr](http://www.eauduponant.fr)**

## **SOMMAIRE**

Chapitre Ier : Dispositions générales .....	3
Article 1 : Objet du règlement.....	3
Article 2 : Champ d'application du règlement .....	3
Article 3 : Explications et définitions des termes employés dans le règlement .....	3
Article 4 : Obligation d'assainissement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement.....	3
Article 5 : Cas particulier : Immeubles desservis par le réseau d'assainissement et non raccordés.....	4
Article 6 : Nature des effluents à ne pas rejeter dans les installations d'ANC .....	4
Article 7 : Renseignements préalables à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation .....	4
Article 8 : Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite .....	4
Article 9 : Règles de conception et d'implantation des dispositifs.....	5
Chapitre II : Responsabilités et obligations du SPANC .....	6
Article 10 : Avis du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif .....	6
10.1 – Le dossier.....	6
10.2 – L'examen du projet par le SPANC.....	7
10.3 – Mise en œuvre de l'avis du SPANC.....	7
Article 11 : Vérification de l'exécution des ouvrages .....	8
Article 12 : Mise en œuvre et délivrance d'un rapport de visite.....	8
Article 13 : Contrôle périodique courant .....	9
Article 14 : Contrôle au moment des ventes.....	10
Article 15 : Cas du contrôle des installations ANC de 21 à 199 EH.....	11
Chapitre III : Responsabilités et obligations du propriétaire.....	11
Article 16 : Responsabilités et obligations du propriétaire qui a un projet de construction, réhabilitation ou modification importante d'une installation d'ANC .....	11
Article 17 : Responsabilités et obligations du propriétaire qui exécute un projet.....	11
Article 18 : Responsabilités et obligations du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble .....	12
Article 19 : Responsabilités et obligations du vendeur dans le cadre de l'acquisition d'un bien immobilier à usage d'habitation.....	12
Article 20 : Responsabilités et obligations de l'acquéreur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation .....	13
Article 21 : Entretien et vidange des installations d'ANC.....	13
Article 22 : Obligation des propriétaires d'installations ANC de 21 à 199 EH .....	13
Chapitre IV : Redevances et paiements .....	14
Article 23 : Principes applicables aux redevances d'ANC.....	14
Article 24 : Types de redevances, et personnes redevables .....	14
Article 25 : Institution et montant des redevances d'ANC.....	15
Article 26 : Information des usagers sur le montant des redevances .....	15
Article 27 : Recouvrement des redevances d'assainissement non collectif.....	15
Chapitre V : Sanctions, voies de recours et dispositions diverses concernant la mise en œuvre du règlement .....	16
Article 28 : Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante.....	16
Article 29 : Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle.....	16
Article 30 : Modalités de règlement des litiges.....	16
Article 31 : données à caractère personnel .....	17
Article 32 : Modalités de communication du règlement .....	17
Article 33 : Modification du règlement .....	17
Article 34 : Date d'entrée en vigueur du règlement .....	18
Article 35 : Exécution du règlement.....	18

## **Chapitre Ier : Dispositions générales**

### **Article 1 : Objet du règlement**

Conformément à l'article L2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le présent règlement de service précise les prestations assurées par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ainsi que les obligations respectives du SPANC, d'une part, et de ses usagers, d'autre part. Les usagers du SPANC sont définis à l'annexe 1. Ils sont soumis à l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière d'assainissement non collectif, notamment les textes législatifs et réglementaires adoptés au niveau national ainsi que le règlement sanitaire départemental.

Le présent règlement n'ajoute pas de contrainte technique supplémentaire par rapport à ces textes, mais il en précise les modalités de mise en œuvre sur son territoire d'application indiqué à l'article 2.

### **Article 2 : Champ d'application du règlement**

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble des collectivités du territoire d'intervention de la société Eau du Ponant, titulaires de la compétence de « contrôle des installations d'assainissement non collectif » et chargées à ce titre du service d'assainissement non collectif défini à l'article L2224-8-III du CGCT.

L'ensemble de ce service sera désigné, dans les articles suivants, par le terme générique de « Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ».

Le SPANC est chargé de contrôler les installations d'assainissement non collectif qui sont dimensionnées pour traiter des eaux usées produites quotidiennement par 200 Equivalents Habitants au plus (voir définitions en annexe 1).

### **Article 3 : Explications et définitions des termes employés dans le règlement**

Certains termes spécifiques à l'assainissement non collectif (ANC) sont expliqués et définis en annexe 1. Les dispositions de cette annexe font partie du présent règlement.

### **Article 4 : Obligation d'assainissement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement**

Conformément à l'article L1331-1-1 du code de la santé publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelle que cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement ou non encore raccordé).

L'utilisation d'un seul dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées.

**Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel, ainsi que les rejets en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, sont interdits.**

**Le rejet d'eaux usées, même traitées, est interdit dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.**

Le non-respect du présent article par le propriétaire d'un immeuble, peut donner lieu aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales mentionnées au chapitre V.

L'article 4 ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention conclue conformément à l'article L1331-1-1 du code de la santé publique entre l'autorité compétente et le propriétaire, définissant les conditions – notamment financières – de raccordement de ces effluents privés.

**Observation :** *Lorsqu'un immeuble produisant des eaux usées domestiques ou assimilées est raccordable à un réseau public de collecte conçu pour de telles eaux, le propriétaire n'a pas le choix entre assainissement collectif et assainissement non collectif : il est tenu de raccorder l'immeuble au réseau public de collecte. Toutefois, jusqu'à ce que le raccordement soit effectivement réalisé, l'obligation de traitement par une installation d'assainissement non collectif s'applique, y compris en zone d'assainissement collectif, avec toutes ses conséquences*

*incluant notamment le contrôle par le SPANC (qui intervient donc en zone d'assainissement collectif pour les immeubles non encore raccordés au réseau public).*

## **Article 5 : Cas particulier : Immeubles desservis par le réseau d'assainissement et non raccordés**

■ Les immeubles équipés d'un dispositif d'ANC en bon état de fonctionnement, ayant fait l'objet d'un permis de construire ou d'une mise en conformité et dont le contrôle de réalisation date de moins de dix ans, peuvent bénéficier d'une prolongation du délai pour l'exécution du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées pendant une durée de 10 ans maximum afin d'amortir les frais engagés pour la mise en place d'un dispositif d'ANC. La date retenue pour calculer le délai maximum de prolongation de 10 ans est la date du contrôle de réalisation par le SPANC, à défaut la date d'arrêt de permis de construire sera prise en compte. Cette décision de prolongation du délai pour l'exécution du raccordement est délivrée, sur proposition du SPANC, par arrêté du Maire ou du Président de l'intercommunalité, approuvé par le représentant de l'Etat dans le Département.

■ Les immeubles difficilement raccordables au réseau public de collecte des eaux usées au sens de l'arrêté du 19 juillet 1960 modifié relatif aux raccordements des immeubles aux égouts peuvent également obtenir une exonération de raccordement, délivrée par l'autorité compétente en matière d'assainissement collectif.

Le caractère difficilement raccordable de l'immeuble est apprécié au cas par cas et résulte généralement du caractère excessif du coût du raccordement au réseau d'assainissement. Une exonération à l'obligation de raccordement, pourra être accordée lorsque le coût du raccordement (partie privative + partie publique) est supérieur au coût du dispositif d'assainissement non collectif et si, et seulement si, l'immeuble est équipé d'un dispositif d'assainissement non collectif aux normes en vigueur et en bon état de fonctionnement. L'exonération de raccordement pourra être prolongée tant que votre dispositif d'assainissement non collectif sera considéré conforme par le SPANC.

## **Article 6 : Nature des effluents à ne pas rejeter dans les installations d'ANC**

Il est interdit de déverser ou d'introduire dans une installation d'assainissement non collectif tout fluide ou solide susceptible d'entraîner des détériorations ou des dysfonctionnements de cette installation. Les fluides et solides interdits, à ce titre sont notamment :

- les eaux pluviales,
- les eaux de piscine, provenant de la vidange d'un ou plusieurs bassin(s). Concernant les eaux de nettoyage des filtres, le fabricant doit apporter les garanties de non atteinte au fonctionnement biologique du système d'assainissement.
- les ordures ménagères même après broyage,
- les effluents d'origine agricole,
- les matières de vidange provenant d'une autre installation d'ANC ou d'une fosse étanche,
- les graisses provenant d'établissements à activité spécifiques (restaurant, garage,...),
- les huiles usagées même alimentaires,
- les hydrocarbures,
- les liquides corrosifs, des acides, des produits radioactifs,
- les peintures ou solvants,
- les substances médicamenteuses,
- les molécules classifiées dangereuses pour l'environnement et toxiques cf. R211-11-1 R211-11-2 R211-11-3 du Code de l'Environnement.

## **Article 7 : Renseignements préalables à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation**

Tout propriétaire d'immeuble existant ou à construire, non raccordable (ou non raccordé) à un réseau public destiné à recevoir les eaux usées, doit contacter le SPANC avant d'entreprendre tous travaux de réalisation, de modification ou de remise en état d'une installation d'ANC. Sur sa demande, le SPANC doit lui communiquer les références de la réglementation applicable et la liste des formalités administratives et techniques qui lui incombent avant tout commencement d'exécution des travaux. Les mêmes dispositions sont applicables à tout propriétaire, ou toute personne mandatée par le propriétaire, qui projette de déposer un permis de construire situé sur un terrain non desservi par un réseau public de collecte des eaux usées.

## **Article 8 : Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite**

Conformément à l'article L1331-11 du Code de la santé publique, les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées :

- pour procéder au contrôle des installations d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par le présent règlement ;
- pour procéder à des travaux d'office en application de l'article L 1331-6 du code de la santé publique.

Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages ou, en cas d'impossibilité de localiser le propriétaire, à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins sept jours ouvrés avant la date de la visite. Toutefois l'avis préalable n'est pas nécessaire lorsque la visite est effectuée à la demande du propriétaire ou son mandataire et après avoir fixé un rendez-vous avec le SPANC.

Dans le cas où la date de visite proposée par le SPANC ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à leur demande, sans pouvoir être reportée, plus de 2 fois, de plus de 3 mois pour les résidences principales ou de plus 10 mois pour les résidences secondaires.

Le destinataire de l'avis préalable de visite est informé de cette possibilité de déplacer le rendez-vous dans la convocation adressée par le SPANC.

Le propriétaire devra informer le SPANC en temps utile, au moins deux jours ouvrés avant le rendez-vous pour que le SPANC puisse en prendre connaissance et annuler la date et l'horaire proposés.

Le propriétaire doit être présent ou représenté (parents, voisin, agence immobilière, notaire...) lors de toute intervention du SPANC. Lorsqu'il n'est pas lui-même l'occupant de l'immeuble, il appartient au propriétaire de s'assurer auprès de cet occupant qu'il ne fera pas obstacle au droit d'accès des agents du SPANC. Il incombe aussi au propriétaire de faciliter aux agents du SPANC l'accès aux différents ouvrages de l'installation d'assainissement non collectif, en particulier, en dégageant tous les regards de visite de ces ouvrages. Le propriétaire doit fournir un mandat ou compléter le formulaire type du bas du courrier de prise de rendez-vous qui mentionne en outre le montant du contrôle.

Tout refus explicite ou implicite d'accepter un rendez-vous à la suite d'un avis préalable de visite adressé par le SPANC, lorsque celui-ci intervient dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur et le présent règlement, ainsi que l'absence répétée sans justification aux rendez-vous fixés, constitue un obstacle mis à l'accomplissement de la mission du SPANC selon les modalités fixées par l'article 29. Dans ce cas, les agents du SPANC constatent l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer l'intervention prévue. Ce constat est notifié au propriétaire.

En cas de danger avéré pour la santé publique ou de risque avéré de pollution de l'environnement, une copie du constat est également adressée au maire, détenteur du pouvoir de police en matière d'assainissement non collectif.

Sans préjudice des mesures qui peuvent être prises par l'autorité délégante, au titre de son pouvoir de police, le propriétaire dont l'installation d'assainissement non collectif n'est pas accessible pour les agents du SPANC, est redevable de la pénalité financière mentionnée à l'article 29.

Les conditions d'application des pénalités sont définies par délibération des autorités compétentes.

En même temps que la notification du constat de refus d'accès, le SPANC notifie également au propriétaire un nouvel avis préalable de visite qui initie la même procédure.

## **Article 9 : Règles de conception et d'implantation des dispositifs**

Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées ou réhabilitées de manière à ne pas présenter de risques de pollution des eaux et de risques pour la santé publique ou la sécurité des personnes. Elles doivent également être conformes aux dispositions techniques imposées par la réglementation en vigueur.

Les installations d'assainissement non collectif qui ne sont pas soumises à agrément ministériel doivent être mises en œuvre selon les règles de l'art de la norme AFNOR NF DTU 64.1 en vigueur (cf. annexe 1).

Les installations d'assainissement non collectif doivent être adaptées au type d'usage de l'immeuble (fonctionnement par intermittence ou non, maison secondaire et en location saisonnière ...)

### ■ *Evacuation des effluents traités :*

Les eaux usées sont évacuées par infiltration dans le sol en place ou juxtaposé de la propriété foncière.

Dans le cas où l'infiltration des eaux traitées dans le sol en place n'est pas possible, une étude hydrogéologique doit vérifier la possibilité d'infiltrer les effluents traités par un puits d'infiltration dans une couche sous-jacente.

Dans le cas où le sol en place ne permet pas l'infiltration, les eaux usées traitées peuvent être drainées et rejetées vers un milieu hydraulique superficiel (sous-entendu permanent) après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu. Une étude particulière, à la charge du propriétaire, doit démontrer qu'aucune autre solution d'évacuation ne peut être proposée.

### ■ *Abattement microbiologique :*

Afin de ne pas porter atteinte aux usages de l'eau et de protéger les milieux récepteurs sensibles d'une contamination microbiologique, et en fonction des capacités d'abattement microbiologique des dispositifs de traitement et du type de mode d'évacuation des effluents traités, la mise en place d'un traitement tertiaire peut être exigée.

■ **Règles de dimensionnement :**

Le dimensionnement des ouvrages s'effectue sur la base réglementaire de 1 Equivalent Habitant (EH) par pièce principale et sur la capacité maximale de l'habitation existante ou projetée.

Le nombre total de pièces principales correspond au nombre de pièces de sommeil (chambres) et de pièces de vie (séjour, salon, bureau, salle de jeux, bibliothèque, comble aménageable ...) conformément à l'article R 111-1-1 du code de la construction.

**Cas particuliers :**

■ **Installation commune à plusieurs bâtiments :**

La règle de principe est l'installation d'un ouvrage de prétraitement par logement et d'un système de traitement commun.

Un règlement de copropriété doit être établi entre les différents propriétaires, le cas échéant pour la prise en charge de l'entretien et la maintenance.

■ **Nécessité d'une traversée de voirie :**

Une demande d'autorisation sera effectuée par le pétitionnaire au gestionnaire de la voirie. Une Déclaration de Travaux (DT) sera faite par le maître d'ouvrage et une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) par le maître d'œuvre. Le pétitionnaire est redevable de la redevance d'occupation du domaine public fixée par le gestionnaire de la voirie concernée

■ **Impossibilité de respecter les distances normatives (3 m par rapport aux limites de terrain et 5 m par rapport aux bâtiments existants) :**

Les accords écrits des propriétaires mitoyens concernés sont fournis, ainsi qu'une décharge du propriétaire pétitionnaire reconnaissant prendre l'ensemble des dispositions nécessaires pour protéger son immeuble. La dérogation de non-respect des distances ne peut intervenir que dans le cas de la mise en conformité des installations d'assainissement d'un logement existant.

■ **Implantation des installations sur un terrain n'appartenant pas au propriétaire de celles-ci :**

Le pétitionnaire doit fournir le document attestant de la servitude notariée.

■ **Installation dont la charge de pollution dépasse 1.2 Kg/j de DBO<sub>5</sub> (soit une capacité supérieure à 20 équivalents habitant) :**

Ces installations devront respecter les règles de conception applicables aux systèmes d'assainissement non collectif d'une capacité inférieure à 1.2kg/j de DBO<sub>5</sub> (infiltration des eaux usées traitées, suivi qualitatif, note sur entretien et maintenance).

■ **Installation destinée à recevoir des eaux usées générées par une activité professionnelle mais assimilables à des eaux usées domestiques (ex : hôtellerie, résidence de loisirs, restauration, traiteur, boulangerie, fabrique artisanale ..... ) :**

La conception des installations devra comporter les ouvrages spécifiques nécessaires au prétraitement et traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques.

La gestion des effluents autres que domestiques doit faire l'objet d'une filière de traitement et d'évacuation spécifique précisée dans le dossier de conception.

## **Chapitre II : Responsabilités et obligations du SPANC**

### **1) Pour les installations neuves ou à réhabiliter :**

#### **a) Vérification préalable du projet**

### **Article 10 : Avis du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif**

#### **10.1 – Le dossier**

La liste des pièces à fournir dans le cadre de l'examen de conception d'un projet d'assainissement non collectif se compose des documents suivants :

- un formulaire de demande de vérification technique de la conception et de l'implantation d'un dispositif d'assainissement non collectif à compléter, destiné à préciser notamment l'identité du demandeur, les caractéristiques de l'immeuble (descriptif général et type d'occupation), le lieu d'implantation et son environnement, les ouvrages d'assainissement non collectif déjà existants (le cas échéant) et les études réalisées ou à réaliser,



- l'étude de sol et de définition de filière réalisée par un bureau d'études spécialisés devant précisément les ouvrages constituant le système d'assainissement non collectif conformément à l'annexe 3 du règlement.
- un plan masse de la parcelle avec, représentés à l'échelle, l'habitation existante et projetée ainsi que les installations d'assainissement non collectif

## 10.2 – L'examen du projet par le SPANC

Le SPANC examine la recevabilité du dossier du projet d'assainissement dans un délai de 5 jours ouvrés. En cas de dossier incomplet, le SPANC notifie au pétitionnaire (propriétaire ou à son mandataire) la liste des pièces ou informations manquantes. L'examen du projet est différé jusqu'à leur réception par le SPANC.

Le contrôle de vérification de la conception s'effectue sur la base d'une étude de sol et de filière fournie par le pétitionnaire. Cette étude est réalisée par un bureau d'étude spécialisé.

Compte tenu des caractéristiques locales des terrains, la forte variabilité des terrains et la sensibilité des milieux récepteurs, l'étude de sol et de filière est demandée pour chaque dossier de vérification de la conception soumis à l'avis du SPANC.

L'étude a pour objet de déterminer, à l'issue du diagnostic des différentes contraintes techniques et administratives et en accord avec le pétitionnaire, le projet d'assainissement non collectif le mieux adapté au terrain et à l'habitation.

L'étude doit définir :

- La filière complète d'assainissement (prétraitement, traitement et évacuation des effluents traités). Dans le cas d'un dispositif agréé, l'étude doit vérifier la compatibilité des caractéristiques du terrain avec les conditions d'implantation décrites dans le guide de l'utilisateur référencé dans l'avis d'agrément.
- L'implantation des différents ouvrages
- Le profil en long
- Le dimensionnement des ouvrages sur la base de la déclaration de capacité du pétitionnaire
- La vérification de l'accès pour la mise en œuvre du projet
- L'étude doit déterminer l'exutoire des eaux usées traitées. L'ouvrage d'infiltration des eaux usées traitées dans le sol en place ou juxtaposé au traitement, au niveau de la propriété foncière du pétitionnaire, doit être défini en termes de conception, de dimensionnement et d'implantation.

Le cahier des charges de l'étude de sol et de définition de filière est décrit en annexe 3.

Si des contraintes particulières le justifient (puits déclaré utilisé pour la consommation humaine, périmètre de protection de captage, caractéristiques spécifiques de la parcelle...), une étude complémentaire pourra être demandée aux frais du propriétaire par le SPANC, nécessaire à la validation du projet, ou à sa réorientation vers d'autres solutions techniques.

Une étude complémentaire peut être notamment demandée pour déterminer la possibilité d'infiltrer les eaux usées traitées par un puits d'infiltration et pour justifier le rejet dans un milieu hydraulique superficiel. En particulier, le puits d'infiltration est autorisé par le SPANC sur la base d'une étude hydrogéologique.

## 10.3 – Mise en œuvre de l'avis du SPANC

A l'issue de l'examen du projet, le SPANC formule un avis sur la conformité du projet au regard des prescriptions techniques réglementaires dans un rapport d'examen.

Le rapport d'examen, est adressé au pétitionnaire par courrier dans un délai qui ne peut pas excéder 15 jours ouvrés à compter de la remise au SPANC du dossier complet, et par voie dématérialisée aux services instructeurs des procédures d'urbanisme le cas échéant.

En cas d'avis favorable du SPANC sur le projet, le propriétaire peut commencer immédiatement les travaux.

Un avis favorable du SPANC sur le projet peut éventuellement être assorti d'observations ou de réserves qui doivent être prises en compte au stade de l'exécution des ouvrages.

Lorsque le projet est lié à une demande de permis de construire ou de permis d'aménager, le SPANC atteste de la conformité du projet afin que le propriétaire l'intègre au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager à transmettre au service de l'urbanisme.

L'avis favorable délivré par le SPANC précise que celui-ci n'est valable que pour le projet initial soumis à l'avis du SPANC. En cas de modification de ce projet (modèle de filière agréée, capacité, implantation, remaniement du terrain), un nouvel avis du SPANC est nécessaire.

Si l'avis du SPANC sur le projet est défavorable, le pétitionnaire devra proposer un nouveau projet jusqu'à l'obtention d'un avis favorable du SPANC, et obtenir de ce fait l'autorisation de réaliser ses travaux.

**La transmission du rapport d'examen rend exigible le montant de la redevance A1 de vérification préalable du projet mentionnée à l'article 24. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 27.**

#### ***b) Vérification de l'exécution***

### **Article 11 : Vérification de l'exécution des ouvrages**

Dans les conditions prévues à l'article 17, le SPANC est informé par le propriétaire ou son mandataire de la date d'ouverture de chantier et de l'état d'avancement des travaux à la suite de quoi il fixe un rendez-vous avec le propriétaire ou le terrassier pour procéder à la vérification de bonne exécution.

La vérification de bonne exécution a pour objet de vérifier la conformité des travaux réalisés par rapport au projet d'assainissement non collectif préalablement validé par le SPANC, ainsi que la prise en compte des éventuelles observations ou réserves formulées par le SPANC dans l'avis qu'il a remis au propriétaire (ou à son mandataire) à l'issue de l'examen de ce projet. La vérification est effectuée au cours d'une visite du SPANC sur place, organisée selon les modalités prévues à l'article 8.

Toutes modifications du projet d'assainissement validé préalablement par le SPANC devront être soumises à l'avis du SPANC en amont de la réalisation des travaux conformément à l'article 10.3. Elles devront être conformes aux prescriptions réglementaires en vigueur et ne pas engendrer de risques sanitaires et environnementaux pour être acceptées par le SPANC.

Dans le cas où les modifications ont été apportées sans la validation amont du SPANC, celui-ci peut prescrire une étude de définition de la filière d'ANC à la charge du propriétaire selon les conditions fixées à l'article 10.2. Dans ce cas, le rapport de visite établi par le SPANC à l'issue de la vérification de la bonne exécution énonce notamment les justifications qui rendent nécessaire l'étude de filière.

Dans le cas où l'installation d'assainissement non collectif a été mise en œuvre sans vérification en amont par le SPANC de la conception, et sans préjudice des sanctions pouvant être éventuellement appliquées, une étude de sol et de définition de filière devra être réalisée et fournie au SPANC, préalablement à tout contrôle de réalisation, afin de vérifier l'adaptation des ouvrages mis en place aux caractéristiques de l'habitation et du terrain. Cette étude, réalisée à posteriori, est à la charge du pétitionnaire.

Si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas suffisamment accessibles, le SPANC pourra demander le découvert des dispositifs afin de pouvoir exécuter un contrôle efficace.

### **Article 12 : Mise en œuvre et délivrance d'un rapport de visite**

Dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date de visite correspondant à la vérification de l'exécution, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite qui comporte les conclusions de la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires. Le rapport de visite comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle.

S'il y a lieu, le SPANC mentionne dans le rapport de visite les aménagements ou travaux obligatoires pour supprimer tous risques sanitaires et environnementaux et rendre l'installation conforme à la réglementation en vigueur, ainsi que les travaux recommandés relatifs notamment à des défauts d'entretien ou d'usure des ouvrages dans le cas de la conservation d'ouvrages anciens.

**Quelle que soit la conclusion du rapport, la transmission du rapport de visite rend exigible le montant de la redevance A2 de vérification de l'exécution des travaux mentionnée à l'article 24. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 27.**

En cas de demande d'aménagements ou modifications notifiés par le SPANC dans le rapport de visite, le SPANC réalise une contre-visite pour vérifier la bonne exécution de ces travaux modificatifs. La contre-visite est effectuée lorsque le SPANC est prévenu par le propriétaire de l'achèvement des travaux modificatifs selon les modalités prévues à l'article 17. La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique transmis par le SPANC au propriétaire. Cette première contre visite est comprise dans le prix du contrôle de réalisation.

Dans le cas où une ou plusieurs contre visites supplémentaires sont nécessaires, la notification du dernier rapport rend exigible le paiement de la redevance **C1** due au titre de cette contre-visite mentionnée à l'article 24, et dont le paiement intervient dans les conditions prévues à l'article 27.

## 2) Pour les installations existantes

### **Article 13 : Contrôle périodique courant**

Le contrôle périodique courant comprend le contrôle de bon fonctionnement et le contrôle de l'entretien de l'installation d'assainissement non collectif.

#### **13-1 Contrôle de bon fonctionnement**

Le contrôle de bon fonctionnement des installations existantes est effectué périodiquement, à l'initiative du SPANC, lors d'une visite sur place organisée dans les conditions prévues à l'article 8. Le SPANC précise lors de la prise de rendez-vous les documents relatifs à l'installation d'assainissement non collectif que le propriétaire ou son représentant doit communiquer lors de la visite, s'ils sont en sa possession.

Les opérations réalisées par le SPANC dans le cadre de ce contrôle sont celles qui sont définies par la réglementation. Si le propriétaire ou son représentant en formule la demande au cours du contrôle, le SPANC lui communique immédiatement le texte réglementaire applicable.

Dans le cas des installations d'assainissement non collectif qui ne fonctionnent pas de manière entièrement gravitaire ou qui comportent des dispositifs d'épuration autres que le traitement par le sol, la vérification de l'état de fonctionnement effectuée lors du contrôle périodique consiste à examiner visuellement l'état général des ouvrages et des équipements et à s'assurer qu'ils sont en état de marche apparent.

Cette vérification ne comprend pas les diagnostics des organes mécaniques, électriques, électroniques et pneumatiques. Les diagnostics correspondants, qui doivent être réalisés aux fréquences prescrites par l'installateur ou le constructeur pour éviter l'arrêt des installations d'assainissement non collectif en cas de panne, font partie des opérations d'entretien.

Si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas suffisamment accessibles, le SPANC pourra demander de rendre accessibles les ouvrages de contrôle et d'entretien des dispositifs afin d'exécuter un contrôle périodique efficace qui donnera lieu à une nouvelle visite du SPANC.

Dans le cas des installations d'assainissement non collectif avec rejet en réseau hydraulique superficiel, l'agent du SPANC procède à un examen visuel et olfactif de ce rejet. Si le résultat de cet examen paraît anormal par rapport au rejet d'une installation en bon état de fonctionnement et si l'installation se situe dans une zone à enjeux, le SPANC alerte le maire de la commune ou les services de protection des cours d'eau, de la situation et du risque de pollution.

En cas d'examen visuel ou olfactif anormal, un prélèvement pourra être réalisé par l'agent du SPANC afin de mettre en évidence ou non le caractère non conforme à la réglementation du rejet. L'analyse du prélèvement devra être réalisée par un établissement agréé COFRAC.

Dans le cas où les résultats d'analyse montrent une non-conformité, en particulier une charge de pollution, la redevance **B2** est mise à la charge du propriétaire de l'installation conformément à l'article 24.]

Dans un délai de 30 jours ouvrables à compter de la visite, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite dans lequel il consigne les points contrôlés au cours de la visite et qui évalue les dangers pour la santé, les risques de pollution de l'environnement et la conformité réglementaire de l'installation. Ce même rapport de visite contient le cas échéant, la liste des travaux obligatoires par ordre de priorité pour supprimer les dangers et risques identifiés, ainsi que les délais impartis à la réalisation de ces travaux. Il peut également recommander d'autres travaux, relatifs notamment à l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications.

La fréquence prévisionnelle de contrôle qui sera appliquée à l'installation est précisée, à titre indicatif, dans le rapport de visite.

Lorsque le rapport de visite prescrit des travaux obligatoires de réhabilitation à la charge du propriétaire, le SPANC réalise sur demande du propriétaire et présentation d'un projet par celui-ci, un examen préalable à la conception, conformément à l'article 10 puis une visite pour vérifier l'exécution des travaux, selon les modalités prévues à l'article 11.

Dans le cas particulier cité ci-dessus de réhabilitation obligatoire des installations d'assainissement non collectif notifié par le SPANC, les contrôles d'examen préalable de conception et de vérification de l'exécution ne font pas l'objet de la perception des redevances correspondantes A1 et A2.

#### **13-2 Contrôle de l'entretien**

Simultanément au contrôle périodique de bon fonctionnement, le SPANC vérifie la bonne réalisation des opérations d'entretien et de vidange par le propriétaire ou usager concerné sur la base :

- des bordereaux de suivi des matières de vidange délivrés par les vidangeurs agréés au moment de la prestation d'entretien
- de documents attestant le bon entretien régulier de l'installation

Le SPANC vérifie ces documents :

- au moment du contrôle sur site ;
- après transmission par le propriétaire des copies des documents entre 2 contrôles.

Le défaut d'entretien et de vidange, ou le défaut de présentation par le propriétaire ou l'utilisateur des documents exigibles au titre du contrôle visé au présent article est passible des sanctions visées à l'article L. 1331-8 du Code de la santé publique.

### 13-3 Périodicité du contrôle

Le contrôle périodique de bon fonctionnement est réalisé selon une périodicité fixée par délibération des collectivités du territoire d'intervention d'Eau du Ponant.

**Ce contrôle périodique courant fait l'objet d'une redevance annuelle R1 décrite à l'article 24, dont le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 27.**

Dans le cas particulier d'installation présentant un risque potentiel, la fréquence de contrôle peut être fixée à **2 ans**. Les installations concernées sont :

- Les installations d'assainissement non conformes présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque environnemental avéré ;
- Les dispositifs agréés ne faisant pas l'objet d'un contrat d'entretien et de maintenance souscrit par le propriétaire auprès du fabricant ;
- Les installations d'assainissement non collectif d'une capacité comprise entre 21 et 199 EH.

**Les contrôles supplémentaires effectués sur ces installations présentant un risque font l'objet d'une redevance forfaitaire B1 facturée à l'issue de l'envoi du rapport de visite et mentionné à l'article 24. Le paiement intervient dans les conditions prévues à l'article 27.**

Pour l'application des périodicités indiquées ci-dessus, l'intervalle entre deux contrôles est décompté à partir de la date du dernier contrôle effectué par le SPANC, qu'il s'agisse d'une vérification de l'exécution des travaux, du précédent contrôle périodique, d'une contre-visite, d'un contrôle exceptionnel, ou d'un contrôle réalisé pour les besoins d'une vente de l'immeuble à usage d'habitation.

Un contrôle exceptionnel peut être réalisé par le SPANC, avant la date normale du prochain contrôle périodique, notamment dans les cas suivants :

- lorsque le SPANC reçoit des signalements de nuisances causées par une installation ;
- sur demande du maire au titre de son pouvoir de police générale en matière de salubrité publique

Si ce contrôle ne révèle ni défaut, ni risque pour l'environnement et la santé de personnes, il ne sera pas facturé au propriétaire. Dans le cas contraire, la réalisation d'un contrôle de ce type rend exigible le montant de la redevance B1 prévue à l'article 24.

### **Article 14 : Contrôle au moment des ventes**

Dans le cadre d'un projet de vente d'un immeuble non raccordé au réseau d'eaux usées, le SPANC doit être contacté par le vendeur ou son prestataire titulaire d'un mandat (notaire, agence immobilière) afin qu'il puisse effectuer un contrôle de l'installation existante.

Le SPANC adresse au demandeur l'une des deux réponses suivantes dans un délai de 5 jours ouvrés après réception de la demande.

**Cas 1 :** *Le SPANC dispose pour l'immeuble considéré d'un rapport de visite de moins de 3 ans :*

Le SPANC transmet sur demande, sauf exception mentionnée ci-dessous, une copie de ce rapport au demandeur.

Exceptionnellement, le SPANC peut procéder à son initiative à un nouveau contrôle, même si le dernier rapport de visite est encore en cours de validité, dès lors que le SPANC a connaissance de suspicions de dysfonctionnements de l'installation (constats, signalements) de risques de pollution pour l'environnement et de risques pour la santé.

Si ce contrôle ne révèle ni défaut, ni risque pour l'environnement et la santé de personnes, il ne sera pas facturé au propriétaire. Dans le cas contraire, la réalisation d'un contrôle de ce type rend exigible le montant de la redevance **B3** prévue à l'article 24. Le paiement intervient dans les conditions prévues à l'article 27.

**Cas 2 :** *Le SPANC ne dispose pas pour l'immeuble considéré d'un rapport de visite.*

Un rendez-vous est fixé pour effectuer un contrôle de bon fonctionnement des installations.

Le rapport de visite est édité et envoyé au pétitionnaire dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la visite.

Ces opérations rendent exigibles auprès du pétitionnaire le paiement de la redevance B3 due au titre de ces opérations et mentionnée à l'article 24. Le paiement intervient dans les conditions prévues à l'article 27.

**Article 15 : Cas du contrôle des installations ANC de 21 à 199 EH**

Les installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 et inférieure à 12 kg/j de DBO5 sont soumises aux dispositions de l'arrêté du 21 juillet 2015.

**Chapitre III : Responsabilités et obligations du propriétaire****1)-Pour les installations neuves ou à réhabiliter****a) Vérification préalable du projet****Article 16 : Responsabilités et obligations du propriétaire qui a un projet de construction, réhabilitation ou modification importante d'une installation d'ANC**

Tout propriétaire immobilier qui équipe, modifie ou réhabilite une installation d'assainissement non collectif est responsable de sa conception et de son implantation. Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation d'assainissement non collectif existante.

Tout propriétaire ou demandeur d'une autorisation d'urbanisme concernant un terrain non desservi par le réseau public d'assainissement est responsable de la vérification de la faisabilité de l'assainissement non collectif en amont de tout projet de construction et de division de terrain.

Le propriétaire soumet au SPANC son projet d'assainissement non collectif conformément à l'article 9. Ce projet doit être en cohérence avec :

- les prescriptions techniques réglementaires en vigueur, variables en fonction des charges de pollutions organiques polluantes ;
- les règles d'urbanisme nationales et locales / les zonages d'assainissement approuvés ;
- les réglementations spécifiques telles que les arrêtés préfectoraux définissant les mesures de protection des captages d'eau potable ou les mesures de protection de zones sensibles (zones de production conchylicoles ou de baignade) ;
- le présent règlement de service.

Pour permettre l'examen de son projet, le propriétaire remet au SPANC les éléments décrits à l'article 10.1. Il appartient au propriétaire de compléter les documents demandés, en faisant appel à un ou plusieurs prestataire(s) s'il le juge utile. Le propriétaire peut également consulter en mairie ou à l'accueil d'Eau du Ponant les documents administratifs dont il aurait besoin (zonage d'assainissement, documents d'urbanisme, guides techniques, règlement de service du SPANC).

Le propriétaire doit fournir au SPANC les compléments d'information et études demandés en application de l'article 10.2.

**Le propriétaire ne doit pas commencer l'exécution des travaux avant d'avoir reçu un avis favorable du SPANC sur son projet d'ANC, dans les conditions prévues à l'article 10.3.**

**b) Vérification de l'exécution des travaux****Article 17 : Responsabilités et obligations du propriétaire qui exécute un projet**

Le propriétaire, qui a obtenu un avis favorable du SPANC sur un projet d'assainissement non collectif reste responsable de la réalisation des travaux correspondants. S'il ne réalise pas lui-même ces travaux, il choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge de les exécuter.



Le propriétaire, ou le terrassier mandaté, doit informer le SPANC du démarrage **avant l'ouverture du chantier et de l'état d'avancement de ceux-ci** par tout moyen qu'il jugera utile (téléphone, courrier, courriel...), afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblai, par une visite sur place effectuée dans les conditions prévues à l'article 8.

Si les travaux ne sont pas achevés à la date de la visite du SPANC, le propriétaire, ou le terrassier mandaté, doit en informer le SPANC pour éviter tout déplacement inutile.

Le propriétaire ne peut pas faire remblayer les dispositifs tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation exceptionnelle du SPANC. Si les installations ne sont pas visibles au moment de la visite du SPANC, le propriétaire doit les faire découvrir à ses frais.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC, tout document nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles (factures, plans, photos...).

## 2) Pour les installations existantes

### **Article 18 : Responsabilités et obligations du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble**

- Afin d'assurer le bon fonctionnement du système d'assainissement non collectif, l'usager qu'il soit propriétaire ou locataire, doit respecter les obligations suivantes :
  - 1 - seules les eaux usées domestiques ou assimilées, définies à l'annexe 1, sont admises dans ce type d'installation, à l'exclusion des fluides ou déchets mentionnés à l'article 6.
  - 2 - prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le bon fonctionnement, l'entretien, la vidange, l'accessibilité et la pérennité de l'installation d'assainissement non collectif conformément aux dispositions de l'article 21.
  - 3 - conserver en permanence l'accessibilité à chacun des ouvrages qui constituent l'installation (pré traitement, traitement et évacuation)
  - 4 - ne pas édifier de construction, de revêtement étanche ou tassé au-dessus des ouvrages d'assainissement, ne pas installer de zones de roulement ou de stationnement sur les ouvrages, et ne pas effectuer de plantation ou de culture sur les ouvrages.

Toute modification des dispositifs existants est soumise à un contrôle réalisé par le SPANC, qui comprend la vérification du projet dans les conditions de l'article 10 et la vérification de l'exécution des travaux dans les conditions de l'article 11.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC tout document concernant directement ou indirectement le système d'assainissement non collectif (plan, photos, factures, rapport de visite, bons d'évacuation des matières de vidange, carnet ...) nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles.

#### ■ *Suppression des anciennes installations :*

Les anciens dispositifs de traitement et d'accumulation, ainsi que les fosses septiques mises hors service ou rendus inutiles pour quelle cause que ce soit, (réhabilitation, raccordement au réseau d'assainissement collectif ...) doivent être vidangées et curées. Les dispositifs sont soit démolis, soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

Ces travaux sont réalisés sous la responsabilité du propriétaire et à ses frais.

#### ■ *Obligations relatives aux installations intérieures :*

Les installations intérieures des particuliers sont soumises aux obligations légales en vigueur.

En particulier, les descentes de gouttières, qui sont en règle générale fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent en aucun cas servir à l'évacuation des eaux usées ou à la ventilation des fosses.

Le SPANC a le droit de vérifier que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés, ils font l'objet d'un rapport dont une copie est adressée au Maire de la commune où l'immeuble concerné est sis et au propriétaire. Le propriétaire doit, à ses frais, remédier aux défauts relevés.

### **Article 19 : Responsabilités et obligations du vendeur dans le cadre de l'acquisition d'un bien immobilier à usage d'habitation**

Si l'installation d'assainissement non collectif n'a jamais été contrôlée par le SPANC, le propriétaire ou son mandataire doit prendre contact avec le SPANC afin de l'informer de la vente du bien et de la demande du rapport de visite qui doit être joint au dossier de diagnostic technique rendu obligatoire par le code de la construction et de l'habitation.

Lorsque la demande est effectuée par un mandataire, les références du mandat sont fournies avec la demande.

L'article L1331-11-1 du code de la santé publique fixe à trois ans la durée de validité du rapport de visite. Cette durée de validité est décomptée à partir de la date de la visite (voir article 3 – définition du rapport de visite).

Les installations d'assainissement non collectif des immeubles à usage d'habitation ou autre sont soumises au contrôle mentionné au présent article lorsque ces immeubles sont mis en vente.

En retour, et conformément à l'article L1331-11-1 du code de la santé publique, le vendeur, son mandataire ou son notaire fournit au SPANC les informations concernant la date de l'acte de vente du bien ainsi que les coordonnées (nom et adresse) de l'acquéreur sous un délai de 1 mois à compter de la signature de l'acte authentique de vente.

## **Article 20 : Responsabilités et obligations de l'acquéreur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation**

**Lorsque le rapport de visite qui fait partie du dossier de diagnostics techniques remis à l'acquéreur au moment de la vente d'un immeuble précise des travaux obligatoires à la charge de l'acquéreur, ce dernier doit engager ces travaux obligatoires avec une réalisation dans un délai d'un an maximum à compter de l'acte de vente.**

La mise en œuvre des travaux ne peut avoir lieu qu'après un avis favorable du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif présenté par l'acquéreur et délivré dans le cadre de la vérification de la conception réalisée conformément aux dispositions du présent règlement. Le SPANC réalise une visite de contrôle de l'exécution après avoir été prévenu selon les modalités prévues à l'article 17.

## **Article 21 : Entretien et vidange des installations d'ANC**

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des **personnes agréées par le préfet**, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état,
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux
- l'accumulation normale des boues.

**La périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.**

Les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé seront entretenus et maintenus conformément aux notices des fabricants et au guide d'utilisation annexé à l'avis d'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange et les interventions de maintenance à effectuer.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'ANC, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC afin d'obtenir les informations qui lui sont nécessaires pour remplir ses obligations.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange et l'entretien des ouvrages. **Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires (cf annexe 4).** Une copie de ce bordereau doit être remis aux agents du SPANC lors du contrôle de l'entretien, tel que prévu à l'article 13-2 du présent règlement, et sur toute demande.

La liste des vidangeurs agréés, conformément à la réglementation en vigueur, est consultable sur le site de la préfecture du Finistère.

Le lien est accessible sur le site [www.eauduponant.fr](http://www.eauduponant.fr).

## **Article 22 : Obligation des propriétaires d'installations ANC de 21 à 199 EH**

Les installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 12 kg/j de DBO5 et inférieure à 12 kg/j de DBO5 sont soumises aux prescriptions de l'arrêté du 21 juillet 2015.

A ce titre et conformément à l'arrêté du 24 août 2017, les propriétaires devront mettre à disposition du SPANC le cahier de vie des installations.

## Chapitre IV : Redevances et paiements

### **Article 23 : Principes applicables aux redevances d'ANC**

Sous réserve des subventions dont il peut bénéficier dans le respect des conditions légales et réglementaires, le SPANC est financé uniquement par les redevances versées par ses usagers (service public à caractère industriel et commercial).

Leur montant est arrêté par délibérations des autorités délégantes du territoire d'intervention de la société Eau du Ponant. Les derniers tarifs adoptés dans ce cadre sont consultables sur le site internet de la société Eau du Ponant.

### **Article 24 : Types de redevances, et personnes redevables**

Le SPANC perçoit les types de redevances suivantes auprès des redevables indiqués pour chaque redevance. Les interventions associées aux différentes redevances sont détaillées dans les articles correspondant des chapitres II et III :

#### **24-1 Redevance annuelle :**

**R1** Redevance de vérification du bon **fonctionnement** et du bon entretien (contrôle périodique courant des installations qui ont déjà été contrôlées précédemment par le SPANC)

Cette redevance est perçue sous la forme d'un montant annuel. La perception de cette redevance vise à couvrir les frais engagés par le service pour le contrôle périodique de l'ensemble des installations du territoire mais pas uniquement. Il s'agit également de la participation au fonctionnement global d'un service de contrôle remplissant une mission de service public.

La redevance comprend :

- Le contrôle périodique de l'installation d'ANC ;
- L'accueil physique et téléphonique ;
- Les conseils d'entretien des installations ;
- Les informations sur les subventions éventuelles ;
- L'archivage des données ;
- La réédition et la mise à jour des rapports ;
- La veille technique et réglementaire.

Le redevable de la redevance R1 est le propriétaire de l'immeuble, à défaut d'un propriétaire identifiable le redevable sera le payeur de la facture d'eau.

La **1<sup>ère</sup> redevance R1 est exigible à compter** du 1<sup>er</sup> janvier de chaque exercice. Elle est due par le propriétaire des lieux au moment de l'édition de la facture.

#### **24-2 Redevance forfaitaire sur service rendu (obligatoire) :**

##### **a) Pour le contrôle des installations neuves :**

**A1** redevance d'examen préalable du projet

A1 bis – redevance de vérification préalable du projet dans le cas d'un contrôle réalisé sur un système d'assainissement ayant déjà fait l'objet en amont d'un avis et lorsque celui-ci ne correspond pas à un projet modifié.

**A2** redevance de vérification de l'exécution des travaux

Le redevable des redevances A1 et A2 est le propriétaire de l'immeuble, maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet. Dans le cas où le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif est différent du propriétaire, celui-ci notifie au SPANC l'identité et les coordonnées du propriétaire.

Ces redevances seront exigibles après l'exécution de chacune des prestations.



Dans le cas de la mise en conformité des installations d'assainissement non collectif, le propriétaire est exonéré du paiement des redevances A1 et A2.

### ***b) Pour le contrôle des installations existantes***

- B1** redevance de contrôles supplémentaires effectués dans le cas particulier des installations présentant un risque sanitaire et de contrôles exceptionnels réalisés par le SPANC mentionnés à l'article 13-3.
- B2** redevance de prélèvement et d'analyse effectués par le SPANC afin de vérifier la nature d'un rejet.
- B3** redevance de contrôle en vue de la **vente** d'un bien immobilier à usage d'habitation

Le redevable des redevances B1, B2 est le propriétaire de l'immeuble, à défaut d'un propriétaire identifiable le redevable sera le payeur de la facture d'eau. Dans le cas de la redevance B3, il s'agit du propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271-4 du code de la construction et de l'habitation.

Les redevances B1, B2, B3 sont exigibles après l'exécution de chacune des interventions.

### ***c) Pour la réalisation de contre-visites***

- C1** Redevance de contre visite.

Conformément aux dispositions de l'article 12, le SPANC peut réaliser des contre-visites de vérification de l'exécution des travaux prescrits. La première contre-visite est comprise dans le tarif du contrôle, les autres contre-visites supplémentaires sont soumises à la redevance de contre visite.

Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter lorsqu'il est distinct du propriétaire de l'immeuble.

La redevance correspondante est exigible après l'exécution des interventions par le SPANC.

## **Article 25 : Institution et montant des redevances d'ANC**

Conformément à l'article L2224-12-2 du CGCT, le tarif des redevances mentionnées à l'article 24 du présent règlement est fixé par délibération des autorités délégantes.

Pour chacun des types de redevances mentionnés à l'article 24 du présent règlement, le tarif sera majoré de 50% pour les immeubles d'une capacité supérieure à 20 Equivalent Habitant.

## **Article 26 : Information des usagers sur le montant des redevances**

Les tarifs des redevances mentionnés à l'article 24 du présent règlement sont communiqués à tout usager du SPANC qui en fait la demande.

Les différents tarifs des redevances correspondant aux différents contrôles ou services sont consultables sur le site Internet d'Eau du Ponant.

## **Article 27 : Recouvrement des redevances d'assainissement non collectif**

### **27-1 Mentions obligatoires sur les factures**

Toute facture relative aux redevances d'assainissement non collectif indique obligatoirement:

- l'objet de la redevance (ou des redevances) dont le paiement est demandé ;
- le montant de chacune des redevances, correspondant au tarif en vigueur au moment de l'intervention du SPANC (prix unique et forfaitaire hors taxe) ;
- le montant de la TVA selon les taux en vigueur ;
- le montant TTC ;
- la date limite de paiement de la facture ainsi que les conditions de son règlement ;
- l'identification du SPANC, ses coordonnées (adresse, téléphone, télécopie) et ses jours et heures d'ouverture ;
- nom, prénom et qualité du redevable ;

- coordonnées complète du service de recouvrement.

## **27-2 Difficultés de paiement**

Tout redevable rencontrant des difficultés pour payer le montant d'une facture qui lui a été adressée par le SPANC doit en informer le SPANC avant la date limite de paiement indiquée sur la facture. Au vu des justificatifs fournis par l'usager, un échelonnement du paiement pourra être accordé.

## **27-3 Traitement des retards de paiement**

En cas de retard de paiement, le taux réglementaire de majoration des montants de redevances concernés sera appliqué dans les conditions prévues à l'article R2224-19-9 du code général des collectivités territoriales. En outre, toute procédure légale, en vue d'assurer le recouvrement de la facture, peut être engagée.

# **Chapitre V : Sanctions, voies de recours et dispositions diverses concernant la mise en œuvre du règlement**

## **Article 28 : Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante**

Conformément à l'article 4 du présent règlement, tout immeuble doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation et maintenue en bon état de fonctionnement.

En cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif ou d'installation présentant un danger pour la santé des personnes, le propriétaire de l'immeuble est redevable d'une pénalité annuelle, équivalente à la redevance d'assainissement et qui peut être majorée dans la limite de 400 % en application de l'article L1331-8 du code de la santé publique, s'il n'a pas fait procéder aux travaux demandés dans le délai imparti.

Conformément à l'article 20 du présent règlement, le propriétaire acquéreur doit engager les travaux obligatoires à sa charge et dispose d'un délai d'un an pour les réaliser. Le non-respect de cette obligation entraîne comme précédemment l'application de la pénalité annuelle à la charge des propriétaires acquéreurs.

Par ailleurs, une pollution de l'eau peut donner lieu à l'encontre de son auteur à des sanctions pénales variant selon les infractions en cause et pouvant aller jusqu'à 75 000 € d'amende et 2 ans d'emprisonnement, conformément aux articles L216-6, L218-73 (uniquement si rejet en mer) ou L432-2 du Code de l'environnement.

## **Article 29 : Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle**

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC, le propriétaire est astreint au paiement de la même pénalité que celle prévue à l'article 28.

On appelle obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle, toute action du propriétaire ayant pour effet de s'opposer à la réalisation du contrôle du SPANC, en particulier ;

- refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif,
- absences aux rendez-vous fixés par le SPANC à partir du 2ème rendez-vous sans justification,
- reports abusifs des rendez-vous fixés par le SPANC (possibilité de décaler jusqu'à 2 fois le rendez-vous dans un délai de 3 mois pour les résidences principales et de 10 mois pour les résidences secondaires).

Conformément à l'article 18, il appartient au propriétaire de permettre au SPANC d'accéder aux installations dont il assure le contrôle. Toute objection formulée par un occupant à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC sera assimilée à un obstacle.

## **Article 30 : Modalités de règlement des litiges**

En cas de litige, l'usager doit prendre contact par écrit avec le concessionnaire en exposant les motifs de sa réclamation. Le concessionnaire s'engage à traiter cette réclamation en y apportant réponse dans un délai de 14 jours ouvrables à compter de la réception de la réclamation au centre d'exploitation d'Eau du Ponant à Guipavas.

Après avoir épuisé toutes les voies de recours en interne aux services du concessionnaire, l'usager peut s'adresser, s'il le souhaite, à titre gratuit, au Médiateur de l'eau (informations et coordonnées disponibles sur [www.mediation-eau.fr](http://www.mediation-eau.fr)). Le Médiateur de l'eau pourra alors tenter une conciliation amiable pour résoudre le différend. En cas d'échec, le consommateur peut saisir, soit l'une des juridictions territorialement compétentes en vertu du code de la procédure civile, soit la juridiction du lieu où il demeurerait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable.

## **Article 31 : données à caractère personnel**

Eau du Ponant assure la gestion des Données à Caractère Personnel des abonnés, usagers et propriétaires dans les conditions de confidentialité et de protection définies par la réglementation en vigueur, en particulier conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée le 21 juin 2018.

Les Données à Caractère Personnel sont collectées à des fins de gestion des activités de contrôle et d'entretien en matière d'assainissement non collectif.

Eau du Ponant traitera, n'utilisera et ne conservera les données à caractère personnel des usagers que dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution du service, à l'accomplissement de ses obligations légales et réglementaires et à l'exercice des prérogatives lui étant reconnues par la loi et la jurisprudence.

Les bases légales des traitements au sens de l'article 6 du règlement RGPD sont constituées par l'obligation de la loi, l'exercice d'une mission de service public, ainsi que l'intérêt légitime.

Les Données à Caractère Personnel seront conservées pendant la durée nécessaire à l'exercice des missions d'Eau du Ponant augmentée des délais de prescription s'appliquant en la matière ou le cas échéant des délais de recours. A l'issue de la durée de conservation prévue, les Données à Caractère Personnel font l'objet d'une suppression ou d'une anonymisation.

Le cas échéant, le recueil des Données à Caractère Personnel identifiées par un astérisque est obligatoire. Il est obligatoire de transmettre des informations réelles et exactes et il est nécessaire de contacter le service usagers d'Eau du Ponant pour toute mise à jour éventuelle de ces dernières. A défaut, la demande pourrait ne pas être traitée ou sa prise en compte pourrait être retardée.

Eau du Ponant ne transmet aucune information relative aux usagers sauf pour des besoins directs liés au service. À ce titre, les données à caractère personnel peuvent être transmises à des prestataires intervenant en qualité de sous-traitant d'Eau du Ponant, dès lors qu'elles sont nécessaires et indispensables à la mission du sous-traitant ainsi, le cas échéant, qu'aux collectivités dont Eau du Ponant exerce ses missions en qualité de délégataire, notamment afin de procéder à des contrôles de facturation, du recouvrement et de rendre compte de l'exercice de la délégation. Elles ne font en aucun cas l'objet d'une transmission à des tiers à titre commercial.

Eau du Ponant procède à la rectification des erreurs qui lui sont signalées par les usagers concernés. L'utilisateur dispose notamment d'un droit d'accès et de rectification sur les données à caractère personnel le concernant, ainsi que d'un droit de limitation du traitement des Données à Caractère Personnel pour des motifs légitimes.

Ces droits peuvent être exercés par email auprès de [vosdonneespersonnelles@eauduponant.fr](mailto:vosdonneespersonnelles@eauduponant.fr) ou par courrier postal à l'adresse suivante : DPO - 210 boulevard François Mitterrand, CS 30117 Guipavas – 29802 BREST CEDEX 9, en justifiant de l'identité et indiquant le contexte dans lequel ont été transmises les Données à Caractère Personnel (date de la réclamation et/ou motif).

En cas de contestation des conditions relatives à la collecte et au traitement des données à caractère personnel, l'utilisateur dispose également du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'informatique et des Libertés ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

L'utilisateur peut également donner des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données après son décès. En l'absence de directives de sa part, les héritiers disposent d'un droit de s'opposer à la poursuite des traitements des Données à Caractère Personnel du défunt ou faire procéder à leur mise à jour.

Pour en savoir plus sur les conditions de traitement des données, sur les droits dont dispose toute personne concernée, vous pouvez consulter la **Politique d'utilisation des données à caractère personnel** d'Eau du Ponant accessible via le site Internet [www.eauduponant.fr](http://www.eauduponant.fr).

## **Article 32 : Modalités de communication du règlement**

Le présent règlement peut être communiqué aux usagers, soit par remise directe, soit par courrier postal ou électronique. Il est également accessible sur le site Internet [www.eauduponant.fr](http://www.eauduponant.fr).

## **Article 33 : Modification du règlement**

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'assemblée délibérante compétente. Le règlement transmis aux usagers comme indiqué à l'article précédent est mis à jour après chaque modification.

### **Article 34 : Date d'entrée en vigueur du règlement**

Le présent règlement entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Tout règlement de service antérieur, concernant l'assainissement non collectif, est abrogé à compter de la même date.

### **Article 35 : Exécution du règlement**

Les Maires des communes et les présidents des communautés de communes concernés, les agents du service public d'assainissement non collectif et le trésorier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

PROJET

## Annexe 1 : Définitions et vocabulaires

**Assainissement non collectif ou assainissement individuel ou encore assainissement autonome** : le présent règlement entend par « assainissement non collectif », c'est-à-dire l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles, non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. Une installation d'ANC pourra, le cas échéant, recevoir les eaux usées domestiques de plusieurs immeubles.

**Immeuble** : Dans le présent règlement, le mot immeuble est un terme générique qui désigne indifféremment toute construction utilisée pour l'habitation, qu'elle soit temporaire (mobil home, caravanes...) ou permanente (maisons, immeuble collectif...), y compris les bureaux et les locaux affectés à d'autres usages que l'habitat (industriel, commercial et artisanal) non soumis au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), produisant des eaux usées domestiques ou assimilées.

**Logement individuel** : Logement destiné à l'habitat d'une seule famille (il peut s'agir d'un immeuble individuel ou d'un logement à l'intérieur d'un immeuble collectif)

**Eaux usées domestiques ou assimilées** : Elles comprennent l'ensemble des eaux usées domestiques ou assimilées, définies par l'article R.214-5 du Code de l'Environnement, produites dans un immeuble, dont notamment les eaux ménagères ou eaux grises (provenant des cuisines, salles d'eau, ...) et les eaux vannes ou eaux noires (provenant des WC).

**Usager du SPANC** : Toute personne, physique ou morale, qui bénéficie d'une intervention du SPANC, est un usager du SPANC. Dans le cas général, les usagers du SPANC sont les propriétaires des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif, car l'obligation de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des installations incombe à ces propriétaires en application des dispositions du code de la santé publique relatives à l'assainissement non collectif (article L1331-1-1 notamment). Les occupants des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif sont aussi des usagers du SPANC lorsqu'ils demandent à celui-ci des renseignements sur les opérations d'entretien de l'installation. Par ailleurs, le SPANC peut fournir des renseignements de nature technique, administrative ou juridique sur l'assainissement non collectif à des personnes qui ne font pas partie des propriétaires ou occupants mentionnés ci-dessus.

**Fonctionnement par intermittence** : Fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif qui reçoit des effluents de manière discontinue, avec un ou plusieurs intervalle(s) d'au moins une semaine sans arrivée d'effluents pour une durée totale d'au moins quatre mois par an. Typiquement, le fonctionnement par intermittence concerne les installations d'assainissement non collectif équipant les résidences secondaires et les résidences alternées qui ne sont occupées qu'une partie de l'année, mais d'autres cas peuvent également entrer dans cette catégorie.

**Immeuble abandonné** : Est considéré comme « abandonné » tout immeuble d'habitation qui ne répond pas aux règles d'habitabilité fixées par le règlement sanitaire départemental, donc non entretenu, et qui est sans occupant à titre habituel.

**Etude de filière** : Etude réalisée à l'échelle de la parcelle afin de justifier le choix de la filière d'assainissement non collectif à mettre en œuvre à partir des caractéristiques pédologiques du terrain d'implantation, d'une évaluation de la production d'eaux usées de l'immeuble, et du contexte environnemental.

Le cahier des charges de l'étude de filière est décrit en annexe 3

**Etude de sol** : Analyse pédologique qui permet d'apprécier le sol et son aptitude à épurer ou à infiltrer. Cette étude permet de déterminer les caractéristiques texturales du sol, de détecter les traces hydromorphiques, de connaître le niveau et la nature du substratum rocheux, lorsque ce dernier se situe à moins de 2 m de profondeur.

**Service public d'assainissement non collectif (SPANC)** : Service public organisé par une collectivité (commune ou groupement de communes) dotée de la compétence d'assainissement non collectif et qui assure les missions définies par la loi : contrôles des installations d'assainissement non collectif et, le cas échéant, entretien, réalisation et /ou réhabilitation d'installations, et traitement des matières de vidange. Le SPANC a également pour rôle d'informer les usagers sur la réglementation en vigueur, sur les différentes filières d'assainissement non collectif réglementaires, ainsi que sur le fonctionnement et l'entretien des installations. Toutefois le SPANC ne réalise ni étude particulière (étude de filière), ni étude de sol, il n'assure pas de mission de maîtrise d'œuvre et il ne peut pas être chargé du choix de la filière (sauf dans le cadre d'une convention avec le propriétaire confiant au SPANC l'organisation et le suivi des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif). La mission d'information assurée par le SPANC consiste uniquement en des explications sur l'application de la réglementation et sur les risques et dangers que peuvent présenter les installations d'assainissement non collectif pour la santé publique et pour l'environnement, ainsi qu'en la fourniture de renseignements simples et de documents aux usagers.

**Rapport de visite** : Document établi par le SPANC à la suite d'une intervention de contrôle sur site permettant d'examiner une installation d'assainissement non collectif et/ou son environnement. Le contenu minimal du rapport de visite est défini par la réglementation.

Dans le cas des installations existantes, il énumère les observations réalisées par le SPANC au cours de la visite ainsi que les conclusions résultant de ces observations, notamment en ce qui concerne l'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement. Il peut également contenir une liste de travaux obligatoires classés le cas échéant par ordre de priorité et des recommandations à l'adresse du propriétaire sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de modifier certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

Dans le cas des installations neuves ou réhabilitées, il énumère les observations formulées par le SPANC sur le choix de la filière, sur le respect des prescriptions techniques réglementaires, sur d'éventuelles anomalies de réalisation par rapport au projet approuvé par le SPANC et sur d'éventuels dysfonctionnements susceptibles d'engendrer des risques environnementaux, des dangers sanitaires ou des nuisances pour le voisinage.

Dans tous les cas, le rapport de visite indique obligatoirement :

- a. La date de la visite correspondante effectuée par le SPANC pour examiner l'installation d'assainissement non collectif, cette date de visite constituant le point de départ de la durée de validité du rapport en cas de vente de l'immeuble ;
- b. La fréquence prévisionnelle de la prochaine visite effectuée par le SPANC dans le cadre du contrôle périodique de l'installation : en fonction de la périodicité de contrôle votée par la collectivité, les conclusions du contrôle sur la conformité de l'installation. Préciser le délai de validité du document.
- c. Les observations réalisées par le SPANC lors de la visite du système d'assainissement et l'évaluation de l'installation au vu des dangers pour la santé des personnes et risques avérés de pollution environnementaux.
- e. Les recommandations sur l'accessibilité, l'entretien et les modifications à apporter sur l'installation.
- f. La liste des points contrôlés.
- g. La liste des travaux, le cas échéant.

**Zonage d'assainissement** : Elaboré par la collectivité compétente en matière d'assainissement ou d'urbanisme, le zonage définit les zones qui relèvent de l'assainissement collectif, dans lesquelles les habitations sont ou seront raccordées à terme au réseau public de collecte des eaux usées, et les zones qui relèvent de l'assainissement non collectif, où le propriétaire d'un immeuble a l'obligation de traiter les eaux usées de son habitation.

#### **Norme AFNOR NF DTU 64.1 d'août 2013 :**

Une norme est un document de référence. La norme diffère d'une réglementation nationale. Elle n'est pas imposée par les pouvoirs publics, mais elle permet d'atteindre un niveau de qualité et de sécurité reconnu et approuvé dans le cadre de l'organisme de normalisation.

En l'occurrence, il s'agit d'une norme élaborée dans le cadre de l'AFNOR, qui assure la coordination de l'ensemble de la normalisation en France. Il s'agit aussi d'un document technique unifié (DTU), c'est-à-dire un recueil de dispositions techniques recommandées pour la construction d'ouvrages. Cependant, le DTU ne suffit pas à décrire l'ensemble des caractéristiques d'un projet à réaliser par un fournisseur et/ou une entreprise. Il appartient au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre d'inclure dans chaque projet les compléments et/ou dérogations nécessaires par rapport à ce qui est spécifié dans le DTU.

La norme a pour objet de préciser les règles de l'art relatives à certains ouvrages de traitement des eaux usées domestiques de maisons d'habitation individuelle jusqu'à 20 pièces principales tels que définis par la réglementation en vigueur. Elle concerne les caractéristiques et la mise en œuvre des équipements de prétraitement préfabriqués d'une part, des dispositifs assurant le traitement par le sol en place ou reconstitué, avec infiltration ou évacuation des eaux usées domestiques traitées d'autre part.

La norme AFNOR NF DTU 64.1 d'août 2013 n'est pas un document public. Elle peut être acquise auprès de l'AFNOR. En fait, elle n'est utile qu'en cas de construction ou de réhabilitation d'ouvrages d'ANC avec traitement traditionnel par le sol en place ou reconstitué.

**Équivalent habitant** : en terme simple, il s'agit d'une unité de mesure permettant d'évaluer la capacité d'un système d'épuration, basée sur la quantité de pollution émise par personne et par jour.

Selon l'article 2 de la Directive "eaux résiduaires urbaines" du 21/05/1991, l'Equivalent Habitant est

« la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en 5 jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour.

## **Annexe 2 : Cahier des charges de l'étude de sol et de l'installation d'assainissement non collectif.**

L'étude de sol et de définition de filière a pour objet de déterminer le système d'assainissement non collectif le plus adapté aux caractéristiques du terrain et du bâtiment.

Elle se décompose en 2 grandes parties :

- l'étude de sol en tenant compte des conditions météorologiques et du niveau de l'eau, ou de traces de ce niveau dans le sol et sous-sol.
- l'étude de définition du projet (nouvelle mise en place ou réhabilitation d'un système) en fonction de l'ensemble des contraintes identifiées au niveau du terrain et du bâtiment.

Cette étude doit permettre de justifier les bases de **conception**, **d'implantation**, et de **dimensionnement** des ouvrages.

Cette étude comporte au minimum les informations suivantes concernant :

- l'implantation des dispositifs sur le terrain et le choix de la filière pour l'ensemble des projets et avant projet (étude de faisabilité)
- **le dimensionnement des différents ouvrages constituant le système d'assainissement non collectif** hormis pour les dossiers relatifs à la vérification de la faisabilité de l'assainissement non collectif.

### **I – L'implantation des dispositifs :**

L'implantation du système d'assainissement non collectif doit tenir compte :

- Des différentes contraintes de la parcelle liées :
  - à l'environnement (réseau hydrographique, puits, captage d'eau , zone humide, végétation, niveau d'eau dans le sol ...)
  - à ses caractéristiques (topographie, servitudes, exutoires potentiels si nécessaire, accessibilité pour la mise en œuvre des travaux, plantations arbustives et arborées, accès, parking, voirie, réseaux privés d'eaux , gaz, électricité.....)
  - à ses surfaces disponibles au niveau de la propriété foncière.
- Des distances à respecter par rapport aux limites de propriétés, aux bâtis existants et aux captages privés déclarés et utilisés pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public d'eau potable.  
Les distances à respecter sont :
  - 35 m d'un puits ou captage déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable
  - 3 m des limites de propriété
  - 3 m des plantations arbustives et arborées (distance augmentée dans certains cas en fonction du type de système racinaire des végétaux)
  - 5 m de tout bâti existant
- Du positionnement et niveau des différentes sorties d'eaux usées du bâtiment et d'ouvrages existants si ceux si sont conservés. Dans le cas de la conservation d'ouvrages existants, leur état doit être vérifié et le propriétaire doit présenter une attestation délivrée par une personne compétente afin de pouvoir les conserver.

### **II – Le choix de la filière :**

L'étude fine et l'analyse des caractéristiques du sol et du sous-sol en termes pédologiques et hydrogéologiques devront permettre de déterminer l'aptitude du sol à l'épuration et à l'infiltration des effluents des eaux traitées.

L'étude pédologique aboutira à un profil du sol précisant les caractéristiques de chacun des horizons (texture, structure, granulométrie, traces d'hydromorphie, épaisseur, présence d'une nappe ...) ainsi que le niveau du substratum rocheux. Elle devra mettre en évidence la présence d'eau dans le sol (traces d'hydromorphie, niveau de la nappe ...)

Cette étude sera réalisée à partir de sondages effectués à la tarière à main ou si nécessaire au tractopelle pour réaliser une fouille pédologique.

Le nombre de sondage doit être suffisant pour caractériser la zone destinée à l'implantation du système. Les sondages doivent être effectués à une profondeur suffisante pour déterminer la capacité du sol à infiltrer les effluents traités au droit ou à côté de l'ouvrage de traitement.

L'ensemble des sondages seront représentés précisément sur le plan détaillé de la zone étudiée. Les informations relatives aux conditions climatiques précédant et au moment des sondages seront notées et analysées.

Le projet d'assainissement non collectif devra déterminer et positionner précisément le prétraitement de traitement et d'évacuation des eaux usées traitées ;

Le projet sera adapté aux caractéristiques du bâtiment (capacité, situation géographique,...) et à son type d'occupation (permanente, intermittente, professionnelle ..).

- Dans le cas des dispositifs préfabriqués agréés par les ministères de l'écologie et de la santé, l'étude vérifiera que les caractéristiques du terrain et du bâtiment satisfont aux conditions fixées par le guide de l'utilisateur annexé à l'avis d'agrément.  
L'étude devra déterminer précisément l'ouvrage d'infiltration des eaux usées traitées (implantation, dimension, description des caractéristiques de l'ouvrage)
- Dans le cas où l'infiltration des eaux usées traitées n'est pas possible sur la parcelle, l'étude devra identifier le mode d'évacuation des effluents traités en identifiant, caractérisant et positionnant clairement l'exutoire . Une étude particulière devra démontrer que l'infiltration dans le sol n'est pas possible.  
L'étude des couches sous-jacentes du sol devra vérifier la capacité d'infiltration du sous-sol. Elle déterminera l'implantation, le dimensionnement et les caractéristiques de l'ouvrage.
- Dans le cas d'une proposition de drainage et rejet des eaux usées traitées vers le milieu hydraulique superficiel, l'étude devra avoir démontré en amont l'impossibilité de mettre en œuvre une autre solution. Dans ce cas, le choix de la filière de traitement devra tenir compte de ce mode d'évacuation notamment en termes d'abattement micro biologique afin de protéger les milieux récepteurs d'une contamination. Le choix du milieu hydraulique superficiel devra être justifié.
- Dans le cas d'un système destiné à recevoir des eaux usées générées par une activité professionnelle, mais assimilables à des eaux usées domestiques (ex : hôtellerie, résidence de loisirs, restauration, traiteur, boulangerie, fabrique artisanale .....), la conception des installations d'assainissement non collectif devra comporter les ouvrages spécifiques nécessaires au prétraitement et traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques.

### III - Le dimensionnement des ouvrages :

Le dimensionnement des ouvrages s'effectue sur la base de la **capacité maximale du bâtiment** conformément aux dispositions de l'article 9 du règlement du SPANC et sur la base des déclarations du propriétaire ou son mandataire.  
Le propriétaire ou son mandataire déclare sur l'honneur la capacité maximale en comptabilisant le nombre de **pièces principales** (pièces dédiées au sommeil et au séjour) existantes et/ou projetées.  
L'étude comprendra une note de calcul justifiant le dimensionnement des ouvrages.

Le dimensionnement des ouvrages s'effectue sur la base réglementaire de **1 Equivalent Habitant par pièce principale** et sur la capacité maximale du bâtiment existant ou projeté.

Dans le cas de bâtiment, autre qu'une habitation individuelle, l'étude comprendra une note de calcul justifiant le dimensionnement des ouvrages.

### IV - L'élaboration du projet :

L'ensemble des informations recueillies lors de la phase étude sont synthétisées. Elles doivent permettre d'élaborer le projet de création ou de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

La définition de la filière tiendra compte de l'ensemble des contraintes de la parcelle et de la sensibilité des milieux récepteurs.

Le projet d'assainissement tiendra compte de l'accessibilité au terrain pour la mise en place des différents ouvrages.

Dans le cas de la conservation d'ouvrages en place, le bureau d'étude devra vérifier leur dimensionnement et l'état structurel et de fonctionnement de ceux-ci.

Le projet aura la précision d'un **avant-projet détaillé**. Il comportera notamment :

- Un plan précis montrant les différents ouvrages à l'échelle
- Le profil hydraulique en long du système d'assainissement. L'étude vérifiera notamment la nécessité ou non de mettre en œuvre un ou des systèmes de relevage des effluents.

Le rapport de l'étude précisera les conditions de mise en œuvre des dispositifs de ventilation des ouvrages à l'intérieur et/ou à l'extérieur du bâtiment).



Chaque projet devra respecter la réglementation (arrêtés et documents techniques), en vigueur au moment de leur élaboration.

Le rapport de l'étude comportera pour chacun des sites :

- La description et l'analyse des contraintes environnementales et techniques
- Un plan de détail de la zone étudiée synthétisant les sondages réalisés ainsi que la représentation des différentes contraintes.
- L'avant-projet détaillé :
  - plan masse détaillé représentant à l'échelle de la parcelle les constructions et les différents ouvrages d'assainissement non collectif.
  - profil en long du système d'assainissement non collectif

#### **V – Les autorisations à obtenir :**

Le cas échéant, le rapport de l'étude comportera :

- La servitude notariée dans le cas d'une traversée de parcelle d'un tiers par les canalisations du système d'assainissement ou d'implantation de tout ou partie de celui-ci sur la parcelle d'un tiers.
- L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public ou de traversée de voirie délivrée par le gestionnaire de cette voirie
- L'accord des propriétaires mitoyens si nécessaire pour déroger aux distances minimales

#### **VI – Modalités d'entretien des ouvrages :**

L'étude devra établir les modalités d'entretien des différents ouvrages constituant le dispositif d'assainissement non collectif.

### **Annexe 3 : Liste des informations portées sur le bordereau de suivi des matières de vidange**

Cette liste est conforme à l'arrêté du 7 septembre 2009. Dans le cas d'une évolution réglementaire, les nouvelles dispositions en vigueur seront appliquées dans l'attente de la mise à jour du règlement de service.

- un numéro de bordereau
- la désignation (nom et adresse) de la personne agréée
- le numéro départemental d'agrément
- la date de fin de validité de l'agrément
- l'identification du véhicule assurant la vidange
- les noms et prénoms de la personne physique réalisant la vidange
- les coordonnées du propriétaire de l'installation vidangée
- les coordonnées de l'installation vidangée
- la date de la réalisation de la vidange
- la désignation des sous-produits vidangés
- la quantité de matière vidangée
- le lieu d'élimination des matières de vidange

**La liste des vidangeurs agréés**, conformément à la réglementation en vigueur est consultable sur le site de la préfecture du Finistère : <http://www.finistere.pref.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Eau-et-biodiversite/Vidangeurs-agrees-dans-le-Finistere-en-matiere-d-assainissement-non-collectif>

Envoyé en préfecture le 28/12/2021

Reçu en préfecture le 28/12/2021

Affiché le

ID : 029-242900801-20211227-DCC2021\_188-DE

### **Annexe 3 : cartographie du réseau de Penhoat à Saint Divy**

Envoyé en préfecture le 28/12/2021

Reçu en préfecture le 28/12/2021

Affiché le

ID : 029-242900801-20211227-DCC2021\_188-DE

